JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française . . 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne 80 frs
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		minimum 250 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix :
Etranger	1 an 6 mois		minimum 250 frs
Ordinaire	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration :
Avion	3.750 frs 2.300 frs		Cabinet du Président de la République
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		Téléphone 27-01 — LOME
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ORDONNANCES

1967	
7 avril — Ordonnance n° 12 portant création du port autonome de Lomé	413
4 août — Ordonnance n° 33 portant modification de la loi n° 65-25 du 3 décembre 1965 et de la loi n° 66-10 du 4 juillet 1966 (Loi de finances pour l'exercice 1966 et loi rectificative à la loi précédente)	416
10 août — Ordonnance n° 34 portant code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme	421

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1967	
29 juil. — Décret n° 67-157 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mérite	425
31 juil. — Décret n° 67-158 portant modificatif au décret n° 67-146 du 11 juillet 1967 nommant une commission paritaire chargée de donner son avis sur le projet de statut général de la fonction publique	425

31 juil. — Décret n° 67-159 portant attribution des cotisations des anciennes SPAR aux SORAD ..	425
31 juil. — Décret n° 67-160 abrogeant certaines dispositions du décret n° 65-42 du 11 mars 1965 relatif à l'administration des fonctionnaires et agents de l'Etat placés en position de stage à l'étranger	425
1 ^{er} août — Décret n° 67-161 portant autorisation de perdre la nationalité togolaise	426
5 août — Décret n° 67-162 accordant une grâce	433
5 août — Décret n° 67-163 accordant une grâce	433
7 août — Décret n° 67-164 portant création d'un fonds pour les recherches minières au Togo	426
7 août — Décret n° 67-165 fixant le taux maximum des indemnités à allouer aux membres des délégations spéciales	426
10 août — Décret n° 67-166 modifiant le régime des liqueurs similaires de l'absinthe	427
10 août — Décret n° 67-167 portant création d'une Ecole nationale d'agriculture	427

1967

4 août — Arrêté n° 78/PR/MFP portant nomination du directeur par intérim du service des travaux publics	433
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1967

5 août — Décision n° 421-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent comptable de l'ASECNA	433
--	-----

5 août — Décision n° 424-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au compte de la société « Philips Telecommunicatie Industrie » à Amsterdam	433
5 août — Décision n° 425-D/MFE/F portant mandatement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	434
7 août — Arrêté n° 204/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Anoumou Kodjo Frantz	434
7 août — Arrêté n° 205/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin du caporal-chef Mama Albert	435
7 août — Arrêté n° 206/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin du gendarme Nassougou Koudanbadou	435
7 août — Arrêté n° 207/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Georges	435
7 août — Arrêté n° 208/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayikoué Louis	436
7 août — Arrêté n° 209/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Joseph	436
7 août — Arrêté n° 210/MFE/MF/CR portant concession de pensions de veuve et d'orphelin du gendarme Tchang Polo	436
7 août — Arrêté n° 212/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Déglá Botchi Joseph	436
7 août — Arrêté n° 213/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tassiba Yakissa	437
7 août — Arrêté n° 214/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. de Souza Cosme	437
11 août — Décision n° 438-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	433
11 août — Décision n° 440-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	434
11 août — Décision n° 441-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	434
11 août — Décision n° 442-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	434
11 août — Décision n° 443-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au nom du trésorier-payeur du Togo	434
Arrêté portant approbation de rôles	437

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1967

31 juil. — Arrêté n° 29/MJ portant nomination d'un conseiller technique auprès du ministre de la Justice	438
31 juil. — Arrêté n° 30/MJ portant nomination d'un conseiller technique auprès du ministre de la Justice	438
Décision portant constatation d'absence irrégulière	438

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1967

2 août — Arrêté n° 53/INT portant annulation et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Mango, exercice 1967..	438
4 août — Arrêté interministériel n° 1/INT/MF portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1967	438
Arrêtés et décisions portant engagement, réforme par mesure disciplinaire et désignation de chefs de canton	438

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1967

3 août — Arrêté n° 26/MTP/AC portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Atakpamé-Akpaka	439
9 août — Arrêté n° 27/MTP/DMG/SC relatif au transfert de la carrière d'extraction de sable de mer route Afao-Anécho des PK 21 et PK 22 aux PK 8 et PK 9	439

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1967

2 août — Arrêté n° 253/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement de préposés des eaux et forêts	439
2 août — Arrêté n° 254/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'adjoints techniques des eaux et forêts	440
7 août — Arrêté n° 256/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents d'exploitation des postes et télécommunications	440
7 août — Arrêté n° 257/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs des télécommunications	440
7 août — Arrêté n° 258/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement de contrôleurs (services-mixtes) des postes et télécommunications	441
7 août — Arrêté n° 259/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement de contrôleurs des installations électro-magnétiques (IEM)	441
7 août — Arrêté n° 260/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'agents des installations électro-magnétiques (IEM)..	441
Arrêtés et décisions portant intégration, affectations, engagements, rappel à l'activité, admission aux concours directs pour le recrutement d'officier de police adjoint et de gardiens de la paix, ouverture d'examen de sortie au centre national de formation sociale, incarcérations, détachements, suspension de fonctions, cessation provisoire de fonctions, constatation d'absences irrégulières, licenciements, admission à la retraite, rectificatifs et additif à de précédents arrêtés et décisions portant intégration, passage automatique d'échelon, ouverture de concours et détachement	442

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1967

- 9 août — Décision n° 87-D/MEN portant nomination du directeur de l'enseignement technique du Togo 446
- Décision n° 76-MEN du 10 juillet 1967 portant ouverture d'internats des cours complémentaires (additif) 446

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1967

- 2 août — Arrêté n° 12/MSP portant nomination du directeur de cabinet du ministre de la santé publique 446

MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

- Décision portant affectation 446

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 12 du 7-4-67 portant création du « Port autonome de Lomé ».

LE PRESIDENT DU COMITE DE RECONCILIATION NATIONALE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967;
Sur proposition du membre du comité chargé des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications;
Le comité de réconciliation nationale entendu,

ORDONNE :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier — Il est créé un établissement public national à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière dénommé « Port Autonome de Lomé ».

Art. 2. — Le port autonome de Lomé est un port franc.

Art. 3. — La circonscription du port est déterminée par décret, après enquête et sur les propositions conjointes du ministre des travaux publics et du ministre des finances.

Elle comprend les accès maritimes, les plans d'eau et les terrains dans la limite fixée par ces décrets.

Art. 4. — Le port autonome de Lomé est chargé, à l'intérieur des limites de sa circonscription, des travaux d'extension, d'amélioration, de renouvellement ainsi que de l'exploitation, de l'entretien, de la police du port et de la gestion du domaine immobilier qui lui est affecté.

Art. 5. — Le port autonome gère :

- le pilotage
- l'amarrage
- le remorquage
- la manutention
- le service des passagers

le service des phares et balises
la vigie et la radio.

L'établissement peut confier l'exploitation du service du remorquage et de la manutention à des entreprises privées spécialisées conformément aux prescriptions d'un cahier des charges avec obligation de service public approuvé par décret en conseil des ministres sur proposition conjointe du ministre des T.P. et du ministre des finances.

L'établissement peut être autorisé, par décret, sur la demande du conseil d'administration, à organiser tout autre service indispensable à l'exploitation du port et n'incombant pas à une administration publique lorsqu'il ne se trouve pas d'entreprise privée pour l'assurer.

Art. 6. — L'établissement fixe sans discrimination les conditions et les tarifs de l'usage du domaine et des installations qu'il gère ainsi que les conditions d'exécution et les tarifs des services qu'il exploite.

Il fixe le tarif maximum des manutentions portuaires et de toutes autres opérations dans la circonscription du port. L'inobservation de ces tarifs par une entreprise peut donner lieu, outre les sanctions pénales prévues par les lois et règlements à l'interdiction temporaire, prononcée par le ministre des travaux publics sur proposition de l'établissement, de l'activité de l'entreprise pendant une durée de quinze jours au maximum.

Les tarifs sont approuvés par le gouvernement en conseil des ministres.

Art. 7. — Les ouvrages réalisés au moyen des prêts consentis dans le cadre des conventions entre le Togo et la République Fédérale d'Allemagne, tous les terrains et plans d'eau compris dans la circonscription du port, les installations effectuées sur cette zone, les outillages acquis par l'Etat pour l'exploitation du port, ainsi que les locaux, mobiliers, archives, matériels et approvisionnement dont disposent les chemins de fer togolais pour l'exploitation du wharf seront remis gratuitement à l'établissement. Cette remise sera faite le jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sauf s'il s'agit d'ouvrages et d'installations inachevés ou d'outillages non encore livrés auxquels cas la remise se fera au fur et à mesure de l'achèvement ou de la livraison.

Les terrains, surfaces d'eau, ouvrages et outillages ayant le caractère de domanialité publique le conservent.

Art. 8. — Les conditions dans lesquelles :

— les installations et outillages des chemins de fer togolais nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et aux travaux du port seront remis à l'établissement;

— les voies ferrées seront entretenues et exploitées dans la circonscription du port;

— des prestations de toute nature seront effectuées par les chemins de fer togolais à l'établissement, seront déterminées par décret.

Seront également précisées par décret les conditions dans lesquelles les personnels actuels du wharf pourront, par priorité, être employés au port.

Art. 9. — Les règles de domanialité publique sont applicables aux terrains, surfaces d'eau, ouvrages et outillages ayant le caractère de cette domanialité. Pour l'accomplissement de ses tâches, l'établissement est investi des prérogatives des pouvoirs publics en ce qui concerne l'exécution des travaux, la gestion du port et la police de la circulation, de la conservation du domaine public et de la sécurité de l'exploitation.

Les infractions aux règlements de police du port sont constatées par des agents assermentés spécialement habilités à cet effet. Les procès-verbaux constatant les infractions sont adressés au représentant du ministère public compétent.

Les infractions aux règlements de police du port peuvent être sanctionnées soit par des peines de simple police, soit par des peines correctionnelles de trois mois d'emprisonnement et de 500.000 francs d'amende au maximum. Dans le premier cas, les règlements doivent être approuvés par arrêté du ministre des travaux publics ; dans le second cas par décret.

Dans tous les cas la réparation des dommages matériels causés à l'établissement peut être poursuivie en même temps que l'infraction. Lorsque le contrevenant est un capitaine ou le propriétaire d'un navire, il peut être astreint à fournir caution avant que le navire ne quitte le port.

Art. 10. — L'établissement dispose de l'ensemble des droits de port qui sont établis en raison des mouvements et du séjour des navires ainsi que des embarquements et débarquements des marchandises et passagers. Il dispose des taxes d'usages des outillages et des services qu'il gère et de produits de son domaine.

Aucune taxe ne peut être perçue sur des opérations portuaires au profit de l'Etat ou des collectivités publiques ou organismes publics en dehors de celles fixées par le régime fiscal applicable à toutes les activités.

L'établissement assume la charge de l'exploitation, de l'entretien et du renouvellement des installations qu'il gère ainsi que, sous réserve des subventions de toute nature qui lui seraient attribuées, la charge de l'amélioration et de l'extension de ces installations.

Il est exempt d'impôt pour les biens qu'il gère et les activités qu'il exerce.

Art. 11 — Toute modification essentielle aux ouvrages du port et aux voies d'accès, toute concession d'une durée supérieure à 10 ans, toute autorisation avec obligation de service public et occupation du domaine public, tout déclassement ou changement d'affectation d'immeubles du domaine privé, toute acceptation de subvention, toute réalisation d'emprunts, octroi de prêt ou de garanties et prise de participation financière sont soumis à autorisation par décret.

Art. 12 — Le personnel du port autonome de Lomé est soumis aux dispositions du code du travail. Toutefois, des fonctionnaires peuvent être détachés auprès du port dans les conditions prévues par le statut général des fonctionnaires et les statuts particuliers.

CHAPITRE II

Organisation administrative du port autonome de Lomé

Art. 13 — L'administration du port autonome de Lomé est assurée par un conseil d'administration et un directeur dont les attributions respectives sont définies ci-après.

Art. 14 — Le conseil d'administration est ainsi composé :

- 1) Le ministre des travaux publics ou son représentant ;
- 2) Le ministre des finances ou son représentant ;
- 3) Le ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ou son représentant ;
- 4) Le directeur des chemins de fer togolais ou des transports ;
- 5) Le maire de Lomé ou son représentant ;
- 6) Deux représentants de la chambre de commerce et d'agriculture du Togo dont un au moins appartient à une des activités suivantes : armement, consignation, manutention ou transit ;
- 7) Un représentant du personnel du port élu par ce personnel ;
- 8) Le chef du service des pêches ;
- 9) Le conseiller juridique du gouvernement ;
- 10) Un député désigné par la chambre des députés ;
- 11) Un représentant de la République du Dahomey désigné en application de l'article 9-14° de la loi du 31 décembre 1964 sur le port de Cotonou.

Les Etats voisins utilisateurs du port de Lomé autres que le Dahomey pourront éventuellement être membres du conseil d'administration. Les conditions de cette participation feront l'objet d'accords entre le Togo et les Etats intéressés.

Le président du conseil d'administration et le vice-président sont élus par le conseil en son sein.

Les mandats des membres visés aux alinéas 6°, 7° et 10° ci-dessus ont une durée de deux ans. Ils sont renouvelables.

Art. 15 — Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de direction ainsi composé :

Président :

- 1) Le président du conseil d'administration

Membres

- 2) Le vice-président du conseil d'administration ;
- 3) Trois membres élus du conseil d'administration.

Le comité de direction reçoit du conseil d'administration toutes délégations nécessaires.

Art. 16 — Le conseil d'administration et le comité de direction se réunissent sur la convocation du président ; cette convocation est obligatoire lorsque le quart des membres ou le directeur du port le demandent.

Un commissaire du gouvernement assiste aux délibérations du conseil et du comité.

Le conseil et le comité statuent à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le conseil et le comité établissent leurs règlements intérieurs.

Les fonctions de membres du conseil d'administration et du comité de direction sont gratuites.

Art. 17 — Le directeur du port ne peut procéder à aucun des actes ci-dessous énumérés sans l'accord préalable du conseil d'administration :

1) Acheter ou vendre des immeubles, les donner ou les prendre à bail.

2) Contracter des emprunts au Togo ou à l'étranger.

3) Imposer des règlements particuliers dans le domaine du droit de travail.

4) Nommer, congédier ou fixer les appointements des chefs de section.

5) Réglementer dans les matières visées aux articles 6 et 9.

6) Conclure des contrats ou accorder des concessions dans le cadre des articles 5 et 11.

7) Réaliser les travaux d'infrastructure et d'équipement et en rechercher les moyens de financement.

8) Etablir ou modifier le budget ou la clôture de l'exercice comptable.

9) Organiser les services prévus à l'article 5, paragraphe 3.

10) Entreprendre toute autre activité visée à l'article 11.

11) Toute opération dont le coût serait supérieur à un montant qui sera fixé par le conseil d'administration.

Art. 18 — Le conseil d'administration définit et fait appliquer la politique de gestion du port. Il surveille et contrôle la gestion de l'établissement. Il a droit de contrôle des biens, des livres comptables et des autres documents de l'établissement. Il peut demander au directeur tout renseignement au sujet de la gestion de l'établissement.

Art. 19 — Le directeur et le directeur adjoint sont nommés par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre des travaux publics après avis du conseil d'administration. Ils ne peuvent être relevés de leurs fonctions que dans les mêmes formes.

Leurs émoluments sont fixés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Le directeur et le directeur adjoint sont choisis parmi les spécialistes qualifiés en matière d'exploitation des ports.

Les fonctions de directeur et de directeur-adjoint sont incompatibles avec tout mandat électif et, avec toute autre activité professionnelle publique et privée.

Art. 20 — Le directeur est responsable de la gestion de l'établissement. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'établissement ; il les exerce sous réserve de ceux expressément attribués par cette ordonnance au gouvernement et au conseil d'administration. Le directeur représente l'établissement en toutes circonstances. Il peut déléguer sous sa responsabilité, certaines de ses attributions à des employés de l'établissement.

Le directeur établit une situation trimestrielle de sa gestion et des activités du port qu'il adresse aux membres du conseil d'administration.

Le directeur et le directeur-adjoint assistent aux délibérations du conseil d'administration et du comité de direction avec voix consultative.

Dans le cas d'empêchement ou d'absence, les pouvoirs du directeur sont exercés par le directeur-adjoint.

CHAPITRE III

Organisation financière et comptable

Art. 21. — Le port autonome de Lomé suit sa gestion financière et comptable suivant les règles en usage dans les sociétés industrielles et commerciales. Il applique un plan comptable approuvé par le gouvernement.

Il établit un projet de budget annuel fixant notamment les crédits limitatifs des charges d'exploitation et un projet de budget annuel des dépenses en capital fixant les crédits limitatifs de ces dépenses. Les projets après adoption par le conseil d'administration sont approuvés par décret en conseil des ministres. Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration et approuvés par décret en conseil des ministres.

En cas de nécessité, ces prévisions peuvent être redressées par le conseil d'administration. Les redressements doivent être approuvés par décret.

Afin de former des réserves d'investissements il peut être imposé aux usagers du port un prélèvement exceptionnel dont le montant sera fixé par le conseil d'administration et approuvé.

Le bénéfice net accusé sera versé à l'Etat. Les pertes éventuelles seront à la charge de l'Etat.

Les charges de prêts contractés pour la construction du port ne seront pas supportées par l'établissement.

Art. 22. — Un agent comptable, nommé par décret sur proposition conjointe du ministre des finances et des travaux publics après avis conforme du conseil d'administration et révocable dans les mêmes formes, est chargé de la tenue de la comptabilité de l'établissement et du maniement des titres, effets et espèces.

L'agent comptable est soumis aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes contrôles et jugements que les comptables publics de l'Etat. Il est astreint aux mêmes obligations de cautionnement.

Le directeur émet les pièces constatant les dettes exigibles et les créances réalisables : l'agent comptable assure leur acquittement ou leur recouvrement.

L'agent comptable est placé sous l'autorité du directeur. Toutefois, dans le cas où ses responsabilités propres le conduiraient à refuser d'effectuer un règlement, le ministre des travaux publics et le ministre des finances seraient appelés à statuer après avis du conseil d'administration.

Art. 23. — Les créances de l'établissement sont privilégiées et prennent rang immédiatement après celles du trésor public. Ce privilège s'exerce pendant une période de deux ans à compter du jour de l'exigibilité de la créance. Les mesures d'exécution en matière de recouvrement sont les mêmes que pour les créances de l'Etat.

Art. 24. — Les opérations financières s'effectuent suivant les règles et usages du commerce. Les clauses et conditions générales applicables aux marchés de l'Etat s'appliquent aux marchés de l'établissement.

CHAPITRE IV

Contrôle et tutelle

Art. 25. — Le contrôle de la gestion financière de l'établissement est assuré par un contrôleur financier nommé par décret sur proposition du ministre des finances.

Le contrôleur a tous pouvoirs d'investigation sur pièce et sur place ; il participe, avec voix consultative, aux délibérations du conseil d'administration et du comité de direction. Il peut adresser à tous les organes du port des demandes de renseignements ou d'explications auxquels il doit obligatoirement être fait réponse.

Le contrôleur rend compte périodiquement au ministre des finances de ses activités. Il peut adresser au conseil d'administration, au comité de direction et au directeur toutes observations qu'il juge utiles.

Art. 26. — Toutes les opérations du conseil d'administration et du comité de direction sont placées sous le contrôle direct du ministre des travaux publics, ministre de tutelle.

Dans un délai de dix jours après chaque séance du conseil ou du comité, une ampliation du procès-verbal des délibérations est déposée au cabinet du ministre de tutelle.

Les délibérations relatives aux objets sur lesquels le conseil ou le comité statuent définitivement peuvent être frappées d'opposition par le ministre de tutelle dans les dix jours qui suivent le dépôt du procès-verbal. Notification de cette opposition doit être faite par lettre au président du conseil d'administration ou du comité de direction avec ampliation au directeur du port.

Art. 27. — Les délibérations du conseil d'administration ou du comité de direction deviennent exécutoires soit après réception d'un avis de non opposition du ministre de tutelle soit par l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article précédent.

En cas d'opposition, le ministre de tutelle doit statuer et notifier sa décision dans un délai d'un mois à partir de l'opposition. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire.

Lorsque le ministre de tutelle annule une délibération, il doit motiver sa décision. Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le conseil des ministres.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

Art. 28. — La date de mise en place de l'établissement sera fixée par décret après avis du conseil d'administration qui sera préalablement constitué.

Art. 29. — Les conditions d'application de la présente ordonnance seront précisées par décret.

Art. 30. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 31. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 7 avril 1967.

Cl. Kléber Dadjo

ORDONNANCE N° 33 du 4-8-67 portant modification de la loi n° 65-25 du 3 décembre 1965 et de la loi n° 66-10 du 4 juillet 1966 — (Loi de finances pour l'exercice 1966 et loi rectificative à la loi précédente).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte d'affectation spéciale n° 114-36 intitulé « Equipement et démarrage du Port de Lomé ».

Ce compte sera crédité :

— au départ d'une somme de 12.850.920 francs provenant des crédits inemployés du budget d'investissement chapitre 13 — article 2 — paragraphe 1.

— puis ensuite des produits provenant de l'exploitation du port jusqu'au fonctionnement effectif de la future organisation financière du port autonome.

Il sera débité des dépenses d'équipement du port et de son bureau mises à la charge de la République togolaise et des dépenses de personnel des mêmes organismes

Art. 2 — Est approuvé l'arrêté n° 66-5-AN du 26 novembre 1966 portant remaniement du budget de l'Assemblée nationale : arrêté figurant en annexe I de la présente ordonnance.

Art. 3 — Est approuvé le rectificatif à la décision n° 543 VPR-MFE-FD du 19-9-66 autorisant versement de la subvention du budget général au budget d'investissement ; rectificatif figurant en annexe II de la présente ordonnance.

Art. 4 — Les ressources affectées au budget général exercice 1966 sont augmentées de 251.500.000 francs conformément au développement qui en est donné par l'état A, annexé à la présente ordonnance.

Art. 5 — Les ressources affectées au budget d'investissement gestion 1966 sont augmentées de 79.027.791 francs conformément au développement qui en est donné à l'état J annexé à la présente ordonnance.

Art. 6 — Le plafond des crédits applicables au budget général exercice 1966 est augmenté de 181.790.000 francs conformément à la répartition qui en est donnée à l'Etat B annexé à la présente ordonnance.

Art. 7 — Le plafond des crédits de paiements applicables au budget d'investissement — gestion 1966 est augmenté de 79.027.791 francs conformément à la répartition qui en est donnée à l'état K annexé à la présente ordonnance.

Art. 8 — Le résultat des opérations du budget général de la gestion 1966 est évalué comme suit :

Recettes 4.953.000.000 + 251.500.000 = 5.204.500.000
Dépenses 5.710.850.000 + 181.790.000 = 5.892.640.000
Excédent de dépenses 688.140.000

Art. 9 — Le résultat des opérations du budget d'investissement pour la gestion 1966 est évalué comme suit :

Recettes 1.191.314.000 + 79.027.791 = 1.270.341.791
Dépenses 1.191.314.000 + 79.027.791 = 1.270.341.791
Budget équilibré.

Art. 10 — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues à l'article 8 soit 688.140.000 seront couvertes par des ressources de trésorerie.

Art. 11 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de finances de la République togolaise.

Lomé, le 4 août 1967
Lt. Colonel E. Byadéma

Par le Président de la République :
Le ministre des finances et de l'économie,
B. Djobo

ARRETE N° 66-5-AN. portant remaniement du chapitre 4 (budget de l'Assemblée Nationale)

LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

En sa séance du 22 novembre 1966 ;
Vu la loi n° 65-25 du 3 décembre 1965 (loi de finances pour l'exercice 1966) ;
Vu les disponibilités budgétaires à l'article 4 du chapitre 4,

A R R E T E :

Art. unique — Est remanié ainsi qu'il suit le chapitre 4 — budget de l'Assemblée nationale, exercice 1966 :

	Prévisions primitives	Prévisions remaniées	En +	En -
Chap. 4 - 3	2.000.000	2.700.000	700.000	—
Chap. 4 - 4	3.500.000	2.800.000	—	700.000

Fait à Lomé, le 26 novembre 1966

Le président,
B. Lambony

Les vice-présidents :

Dr E. Gagli El Hadj Safiou

Les secrétaires :

G. Agnekethom F. Thakpana
I. Agoroh

Les questeurs :

L. K. Komlan A. Kpatcha

RECTIFICATIF à la décision n° 543-VPR-MFE-FD du 19-9-66 autorisant versement de la subvention du budget général au budget d'investissement

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Au lieu de :

Article premier — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur du Togo, d'une somme de trois cent soixante dix neuf millions cent soixante dix mille (379.170.000) francs représentant le montant du crédit supplémentaire accordé au titre de subvention du budget général du Togo au budget d'investissement pour l'exercice 1966.

Lire :

Article premier — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur du Togo, d'une somme de cent vingt huit millions cent soixante dix mille (128.170.000) francs représentant le montant du crédit supplémentaire accordé au titre de subvention du budget général du Togo au budget d'investissement pour l'exercice 1966.

(Le reste sans changement)

Lomé, le 31 décembre 1966
B. Bédou

ETAT J

Budget d'investissement 1966

RECETTE

(Suivant loi de finances n° 65-25 du 3-12-65)

Titre	Chap.	Art.	Parag.	Rub.	NOMENCLATURE	Prévisions	Gestion d'origine
II	I			f	Subvention du budget général Subvention pour opérations effectuées par l'Etat Subvention budget général 1966	487.144.000	1966/I
IV	I	I	4	b	Emprunts Office des produits agricoles du Togo Prises de participation au capital de la C.T.M.B. et du Crédit du Togo	325.000.000	1966/I
					Total	812.144.000	

RECTIFICATIF DE L'ETAT J
Budget d'investissement gestion 1966
(Suivant loi n° 66-10 du 4-7-66 — 1^{er} collectif 1966)
RECETTE

Titre	Chap.	Art.	Rub.	NOMENCLATURE	Prévisions	Recettes nouvelles 1 ^{er} Collectif	Prévisions remaniées	Gestion d'origine
II	I	I	f	Subvention du budget général Subvention budget général 1966	487.144.000	128.170.000	615.314.000	1966/2
IV	I	4	b	Emprunts Office des produits agricoles du Togo Prises de participation au capital de la C.T.M.B. et du Crédit du Togo...	325.000.000	251.000.000	576.000.000	1966/2
Totaux					812.144.000	379.170.000	1.191.314.000	

ETAT A
Budget général
RECETTES
Exercice 1966

Ligne	Recettes	Prévisions initiales	Remaniement proposé		Prévisions remaniées
			En +	En -	
8	Droits à l'importation	1.450.000.000	210.000.000		1.660.000.000
18	Taxe sur les carburants — Fonds routier	65.000.000	20.000.000		85.000.000
34	Recettes du service des pêches	20.000.000		19.000.000	1.000.000
54	Droits de pêche en rivière des pêcheurs étrangers	2.000.000		1.500.000	500.000
55	Taxe sur les opérations de change	20.000.000	12.000.000		32.000.000
65	Ressources extraordinaires affectées à la cou- verture des dépenses de fonctionnement		30.000.000		30.000.000
		1.557.000.000	272.000.000	20.500.000	1.808.500.000
			+ 251.500.000		

ETAT J
Budget d'investissement
RECETTES
Exercice 1966

Imputations					Désignation des Recettes	Prévisions initiales + 1 ^{er} collectif	Remaniement proposé		Prévisions remaniées	Gestion d'origine
Titre	Chap.	Art.	Parag.	Rub.			En +	En -		
II	I	—	—	f	Subvention du budget général Subvention 1966 (3 ^e tranche) ..	615.314.000	51.269.000		666.583.000	66/3
III	4	2	I	c	Fonds de concours Aide exceptionnelle de la France	—	27.758.791	—	27.758.791	
IV	I	I	4	b	Emprunts Emprunt OPAT	576.000.000		—	576.000.000	
Totaux						1.191.314.000	79.027.791		1.270.341.791	
							+ 79.027.791			

ETAT B
Budget général
DEPENSES
Exercice 1966

Imputations	Rubriques	Prévisions initiales + 1 ^{er} collectif	Remaniement proposé		Prévisions remaniées	Origine des crédits
			En +	En -		
TITRE I^{er}	DETTE PUBLIQUE					66/3
	<i>Service des emprunts et dettes contrac- tuelles</i>					
Ch. 1 art. 10 Nouv.	Rachat cercle de l'union.....	—	700.000		700.000	
— — 11 Nouv.	Rachat de l'unelco	—	28.750.000		28.750.000	
— — 12 Nouv.	Participation au capital de la C.T.M.B.	—	65.280.000		65.280.000	
	<i>Allocations et indemnités</i>					
Ch. 2 art. 2	Allocations viagères des anciens agents permanents	3.500.000	500.000		4.000.000	
TITRE III	FONCTIONNEMENT DES MINISTÈRES					
	<i>Présidence de la République</i>					
Ch. 6 art. 3	Indemnités de déplacements et mis- sions	2.050.000	3.000.000		5.050.000	
— 7 — 9	Haut-commissariat au plan : Service des études	1.568.000	43.000		1.611.000	
	<i>Vice-Présidence de la République</i>					
Ch. 8 art. 3	Indemnités de déplacements et mis- sions	1.805.000	1.000.000		2.805.000	
— 8 — 10	Service des douanes	103.251.000	2.000.000		105.251.000	
— 8 — 15	Service national de développement rural	2.002.000	1.610.000		3.612.000	
— 9 — 4	Direction du budget et contrôle fi- nancier	505.000	275.000		780.000	
— 9 — 7	Service des finances	1.155.000	260.000		1.415.000	
— 9 — 15	Service national de développement rural	429.000	650.000		1.079.000	
— 9 — 16	Inspection mobile et permanente des S.A.F.	154.000	111.000		265.000	
	<i>Ministère de la Défense Nationale</i>					
Ch. 11 art. 10	Armée nationale		1.530.000		1.530.000	
	<i>Ministère des Affaires Etrangères</i>					
Ch. 12 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	3.200.000	3.000.000		6.200.000	
— 13 — 4	Ambassade du Togo à Paris	5.117.000	490.000		5.607.000	
— 13 — 6	Ambassade du Togo à Washington	8.483.000	1.275.000		9.758.000	
	<i>Ministère de l'Intérieur</i>					
Ch. 14 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	2.170.000	3.000.000		5.170.000	
	<i>Ministère de la Justice</i>					
Ch. 16 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	320.000	100.000		420.000	
— 17 — 3	Cour suprême	440.000	30.000		470.000	
	<i>Ministère des Travaux Publics, Mines Transports, des Postes et Télécommunications</i>					
Ch. 18 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	2.050.000	2.000.000		4.050.000	
— 19 — 4	Service des P. T. T.	37.925.000	9.460.000		47.385.000	
	<i>Ministère de l'Economie Rurale</i>					
Ch. 20 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	2.750.000	4.000.000		6.750.000	
— 20 — 4	Service de l'Agriculture	67.899.000	480.000		68.379.000	
	<i>à reporter</i>	246.773.000	129.544.000		376.317.000	

Imputations	Rubriques	Prévisions initiales + 1 ^{er} collectif	Remaniement proposé		Prévisions remaniées	Origine des crédits
			En +	En -		
	<i>Report</i>	246.773.000	129.544.000		376.317.000	
	<i>Ministère de la Santé Publique</i>					
Ch. 22 art. 3	Indtés de déplacements et missions....	4.070.000	900.000		4.970.000	
— 22 — 5	Assistance médicale	260.632.000	30.000		260.662.000	
— 23 — 4	Assistance médicale	10.230.000	100.000		10.330.000	
	<i>Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique</i>					
Ch. 24 art. 3	Indtés de déplacements et missions	285.000	400.000		685.000	
	<i>Ministère de l'Education Nationale</i>					
Ch. 26 art. 3	Indtés de déplacements et missions	500.000	3.000.000		3.500.000	
	<i>Ministère de l'Information — P. et R.</i>					
Ch. 29 art. 4	Service de l'Information	16.910.000	341.000		17.251.000	
	<i>Dépenses communes de personnel</i>					
Ch. 32 art. 2	Frais de transport à l'occasion de mis- sions	12.000.000	10.000.000		22.000.000	
— 32 — 4	Réaménagement de la Fonction publi- que	100.000.000		100.000.000		
— 32 — 5	Indemnités kilométriques	10.000.000	2.000.000		12.000.000	
	<i>Dépenses communes de matériel</i>					
Ch. 33 art. 3	Fourniture de courant électrique par la C. E. E. T.	20.000.000	15.000.000		35.000.000	
— 33 — 9	Achat de véhicules	22.088.000	3.410.000		25.498.000	
— 33 — 10	Entretien de véhicules	30.520.000	8.656.000		39.176.000	
— 33 — 11	Location d'immeubles	20.000.000	18.000.000		38.000.000	
— 33 — 12	Réception personnalités officielles	2.000.000	2.500.000		4.500.000	
TITRE IV	INTERVENTION DE L'ETAT					
	Entretien des bâtiments et grosses ré- parations					
Ch. 35 art. 1	Entretien des bâtiments de la capitale...	13.000.000	3.900.000		16.900.000	
— 35 — 2	Entretien des bâtiments des circons- criptions	20.000.000	806.000		20.806.000	
	<i>Contributions diverses</i>					
Ch. 37 art. 3	Contributions au fonctionnement des organismes internationaux	91.500.000	588.000		92.088.000	
— 37 — 4	Contributions à des travaux réalisés par divers organismes	52.127.000	3.746.000		55.873.000	
	<i>Reversement</i>					
Ch. 38 art. 1	Fonds routier	65.000.000	20.000.000		85.000.000	
	<i>Subventions</i>					
Ch. 39 art. 8	Subvention au budget d'équipement ...	615.314.000	51.269.000		666.583.000	
	<i>Bourses et Stages</i>					
— 40 — 7 Nouv.	Stages de perfectionnement à l'étran- ger	6.000.000	5.000.000		11.000.000	
— 40 — 8 Nouv.	Frais de transport des boursiers		1.200.000		1.200.000	
	<i>Secours</i>					
Ch. 41 art. 2	Secours scolaires — aides scolaires — prêts d'honneur	1.300.000	1.400.000		2.700.000	
		1.620.249.000	281.790.000	100.000.000	1.802.039.000	
			+ 181.790.000			

ETAT K
Budget d'investissement
DEPENSES
Gestion 1966

Titre	Imputations			Rub.	Ministères — Objet de la dépense	Autorisations de Programme		Crédits de paiement		Origine des crédits
	Chap.	Art.	Parag.			En +	En -	En +	En -	
I	3	I	3	j	<i>Ministère de la Défense nationale</i>					
					Armée nationale Travaux	7.758.791		7.758.791		
I	6	I	12	a	<i>Ministère des Finances et de l'Economie</i>					
					Service national de Développement rural Fonds d'aide au développement des villages	1.225.000		1.225.000		
I	10	I	3	b	<i>Ministère de la Santé Publique</i>					
					Pharmacie d'Etat Construction — 4 ^e tranche	4.046.000		4.046.000		
I	10	2	3	a	Equipement	998.000		998.000		
					<i>Dépenses Communes d'Investissement</i>					
I	14	1	3	c	Logements de fonction — 3 ^e tr.	14.300.000		14.300.000		
					<i>Subventions d'Investissement accordées par l'Etat</i>					
III	17	1	2	a	<i>Organismes Publics</i>					
					Commune de Lomé : construction du grand marché	45.000.000		45.000.000		
III	17	2	2	a	<i>Etablissements Publics</i>					
					Editogo — équipement en matériel d'imprimerie et en véhicule du Journal Togo-Presse	5.700.000		5.700.000		
						79.027.791		79.027.791		

ORDONNANCE N° 34 du 10-8-67 portant code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;
Sur proposition du ministre de l'intérieur;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

TITRE I

Réglementation administrative des débits de boissons

CHAPITRE PREMIER

Dispositions applicables aux boissons et à leur commerce

Article premier — Les boissons sont, en vue de la réglementation de leur fabrication, de leur importation, de leur commercialisation et de leur consommation, réparties en 3 groupes.

1^{er} groupe — boissons non alcooliques

Eaux minérales naturelles ou artificielles, aromatisées ou non ; eaux gazéifiées, jus de fruits ou de légumes, limonades, sirops, infusions, lait, thé, chocolat, etc...

2^e groupe — boissons fermentées non distillées

Vin, bière et cidres

3^e groupe — autres boissons alcooliques

Toutes les boissons alcooliques dont la vente est autorisée au Togo en particulier : les vins de liqueur, les vins doux naturels, les apéritifs à base de vin ou d'alcool, les crèmes de cassis, les liqueurs de fraises, framboises, cassis ou serises, les rhums, tafias, les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, fruits ou grains édulcorés ou non, additionnés ou non d'essences.

Art. 2 — Les établissements où des boissons sont servies au public sont répartis, en raison du mode de vente qu'ils pratiquent en 3 catégories :

- a) les débits de boissons à consommer sur place
- b) les restaurants
- c) les débits de boissons à emporter

SECTION I

Débits de boissons à consommer sur place

Art. 3 — Ces débits sont classés en 3 catégories selon l'étendue de la licence dont ils sont assortis :

1° — la licence de 1^{re} catégorie dite « Licence de boissons sans alcool » ne comporte l'autorisation de vente à consommer sur place que pour les boissons du 1^{er} groupe.

2° — la licence de 2^e catégorie dite « petite licence » comporte l'autorisation de vendre pour consommer sur place les boissons des 2 premiers groupes.

3° — la licence de 3^e catégorie dite « Grande licence » comporte l'autorisation de vendre pour consommer sur place toutes les boissons dont la vente est autorisée au Togo.

Art. 4 — Les établissements titulaires d'une licence « à consommer sur place » peuvent sous le couvert de celle-ci, cumuler tous les modes de vente (vente à emporter et vente à l'occasion des repas comme accessoire de la nourriture) en ce qui concerne les boissons pour laquelle elle a été délivrée.

SECTION II

Restaurants

Art. 5 — Les restaurants qui ne sont pas titulaires d'une licence de débit de boissons à consommer sur place doivent être pourvus de l'une des deux catégories de licence ci-après :

1° — « La petite licence restaurant » qui permet de vendre les boissons des 2 premiers groupes pour les consommer sur place, mais seulement à l'occasion des principaux repas et comme accessoires de la nourriture.

2° — « La grande licence restaurant » proprement dite qui permet de vendre pour consommer sur place toutes les boissons dont la vente est autorisée, mais seulement à l'occasion des principaux repas et comme accessoires de la nourriture.

Art. 6 — Les établissements titulaires d'une licence « restaurant » peuvent vendre à emporter les boissons correspondant à leur catégorie de licence.

SECTION III

Débits de boissons à emporter

Art. 7 — Les débits de cette catégorie ne sont pas soumis aux dispositions du présent code. Toutefois, s'ils admettent des clients qui consomment sur place, ils sont en infraction et passibles des peines prévues à l'article 22 ci-après :

CHAPITRE II

Dispositions concernant l'établissement et l'exploitation des débits de boissons

SECTION I

Limitation du nombre des débits de boissons

Art. 8 — Le nombre des débits de boissons de première catégorie et des restaurants n'est soumis à aucune limitation.

Art. 9 — Nul ne peut ouvrir un débit de boissons à consommer sur place de 2^e ou 3^e catégorie dans les localités où le total des établissements de cette nature atteint ou dépasse les proportions ci-après :

a) débits de 2^e catégorie : 1 pour 300 habitants ou fraction de 300 habitants ;

b) débits de 3^e catégorie : 1 pour 3000 habitants ou fraction de 3000 habitants.

SECTION II

Zones protégées

Art. 10 — Sous réserve des droits régulièrement acquis, est interdite l'installation de débits de boissons à consommer sur place des 2^e 3^e catégorie dans les zones déterminées autour de certains lieux, établissements et édifices dont la liste figure à l'article 11 ci-après :

Art. 11 — *Lieux, établissements et édifices protégés.*

1) Les édifices servant à l'exercice public d'un culte quelconque ;

2) Les cimetières ;

3) Les hôpitaux, hospices, maisons de retraite et tous les établissements publics ou privés de prévention, de cure ou de soins comportant hospitalisation, ainsi que les dispensaires de prévention ;

4) Les établissements scolaires publics ou privés ainsi que tous les établissements de formation ou de loisirs pour la jeunesse ;

5) Les stades et terrains de sports publics ou privés ;

6) Les établissements pénitentiaires ;

7) Les casernes, camps et tous bâtiments occupés par le personnel des armées.

Art. 12 — Le rayon de protection autour des établissements, lieux et édifices visés à l'article 11 ci-dessus sera fixé par décision du chef de circonscription ou du maire.

SECTION III

Exploitation des débits

Art. 13. — Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitant de boissons.

Art. 14. — Ne peuvent exploiter les débits de boissons à consommer sur place :

1 — Les individus condamnés pour crime de droit commun ;

2 — Ceux qui auront été condamnés à un emprisonnement de 6 mois au moins pour vol, recel de malfaiteurs, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, proxénétisme, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, infraction aux dispositions législatives ou réglementaires en matière de stupéfiants ou pour récidive de coups et blessures et d'ivresse publique.

Art. 15 — L'incapacité est perpétuelle à l'égard des individus condamnés pour crime de droit commun. Elle cesse 5 ans après l'expiration de leur peine à l'égard des autres condamnations si, pendant ces 5 ans ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement. L'incapacité cesse en cas de réhabilitation.

Art. 16. — Les condamnations lorsqu'elles sont prononcées contre un débitant de boissons à consommer sur place entraînent de plein droit contre lui et pendant les mêmes délais l'interdiction d'exploiter un débit à partir du jour où les dites condamnations sont devenues définitives. Ce débitant ne peut être employé à quelque titre que ce soit dans l'établissement qu'il exploitait, comme au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gérer le dit établissement, ni dans l'établissement exploité par son conjoint même séparé ou divorcé.

Art. 17 — Toute infraction aux dispositions des articles 13 à 16 ci-dessus sera punie d'une amende de 3.000 francs à 90.000 francs. En cas de récidive l'amende pourra être doublée et une peine de prison de 15 jours à six mois pourra être également prononcée.

CHAPITRE III

Ouvertures, mutations et transferts

Art. 18 — Nul ne peut ouvrir un débit de boissons à consommer sur place ou un restaurant sans y avoir été autorisé au préalable par l'autorité compétente.

Art. 19. — Toute personne désirant ouvrir un débit de boissons à consommer sur place ou un restaurant est tenue de faire une déclaration écrite indiquant :

1 — Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et adresse exacte. Pour les sociétés on indiquera la forme, la raison sociale et le siège ;

2 — La situation du débit ;

3 — A quel titre elle doit gérer le débit et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire le cas échéant ;

4 — La catégorie du débit qu'elle se propose d'ouvrir.

A l'appui de la demande d'ouverture est joint un plan de situation et un plan des locaux qui devront répondre aux conditions modernes d'hygiène, de confort et d'agrément. Une carte de santé ainsi qu'un extrait de casier judiciaire seront également produits.

Dans les communes la déclaration est faite à la Mairie, et dans les autres localités au bureau de la circonscription administrative. Il en est donné immédiatement récépissé. Dans le mois qui suit la déclaration et après enquête portant notamment sur l'intéressé, la situation du débit et son installation matérielle, le maire ou le chef de la circonscription administrative transmet le dossier au ministère de l'intérieur lorsque la demande porte sur un débit de 2^e ou 3^e catégorie ou un restaurant qui sollicite la grande licence-restaurant. Celui-ci doit, dans le mois de la réception du dossier com-

plet et après avis de la commission des débits de boissons dont la composition sera fixée par décret, faire connaître au demandeur si la licence sollicitée est accordée ou non. Il peut s'il le juge utile indiquer les raisons qui s'opposent à l'ouverture du débit.

En ce qui concerne les licences de 1^{re} catégorie et les petites licences-restaurants, la déclaration prévue plus haut vaut autorisation d'ouverture.

Art. 20. — Les licences ainsi accordées sont personnelles et attachées à l'établissement pour lequel elles ont été délivrées. En conséquence toute mutation dans la personne du propriétaire ou du gérant d'un débit de boissons à consommer sur place ou d'un restaurant doit faire l'objet d'une déclaration identique à celle qui est requise en cas d'ouverture. Cette déclaration est reçue et transmise dans les mêmes conditions.

Art. 21. — Est également soumis à déclaration et éventuellement autorisation, tout transfert effectué à l'intérieur d'une localité par le propriétaire d'un fonds de commerce.

Tout autre transfert est interdit.

Art. 22. — Est considéré comme ouverture d'un nouveau débit le fait de vendre des boissons sans être muni d'une licence ou de vendre ou détenir des boissons d'un groupe ne correspondant pas à la catégorie de licence accordée. Cette infraction est punie d'une amende de 3.000 à 90.000 francs. La fermeture du débit pourra être prononcée.

Art. 23. — Tout débit de boissons ou restaurant qui n'a pas ouvert au public pendant une période de 6 mois est considéré comme ayant cessé d'exister, sauf cas de maladie sa réouverture ou son transfert sont soumis à autorisation.

Art. 24. — Par dérogation aux mesures de droit commun, l'ouverture de débits de boissons de toute nature à consommer sur place est autorisée dans l'enceinte des expositions, foires, kermesses et autres manifestations publiques, organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou des associations déclarées, pendant la durée de la manifestation.

Chaque ouverture est subordonnée à l'avis conforme du commissaire général de la foire ou de l'exposition ou toute personne ayant qualité. L'autorisation est accordée par les maires ou les chefs de circonscription administrative.

CHAPITRE IV

Contentieux

Art. 25. — Les maires, les chefs de circonscription administrative, les agents de police, les agents de la sûreté, les gendarmes, les agents des contributions et des douanes sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions du titre premier du présent code.

Ils dressent des procès-verbaux pour établir les dites infractions et les transmettent au ministre de l'intérieur qui peut proposer une transaction aux contrevenants ou les déférer devant les tribunaux judiciaires.

TITRE II

Mesures contre l'alcoolisme

CHAPITRE I

Répression de l'ivresse publique

Art. 26. — Sera puni d'une amende de 500 à 9.000 francs quiconque aura été trouvé en état d'ivresse manifeste sur la voie publique, dans les cafés, cabarets ou autres lieux publics. Au cas où dans un délai de douze mois après la première infraction une condamnation pour le même motif viendrait à être prononcée, le montant de l'amende sera doublé. En cas de nouvelle récidive dans les douze mois qui suivent la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal correctionnel et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 3.000 à 54.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 27. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois par le tribunal correctionnel pour ivresse manifeste sera déclarée par le second jugement, incapable d'exercer pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera définitive, les droits suivants :

- 1 — De vote et d'élection ;
- 2 — D'éligibilité ;
- 3 — D'être appelé ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;
- 4 — Du port d'armes ;
- 5 — De conduire les véhicules à moteur.

Art. 28. — Seront punis d'une amende de 3.000 à 18.000 francs les cafetiers, cabaretiers ou autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres ou qui les auront reçus dans leurs établissements.

Au cas où dans les douze mois qui suivent la première infraction une condamnation pour le même motif viendrait à être prononcée, l'amende sera doublée. En cas de nouvelle récidive dans le délai de douze mois qui suit la deuxième condamnation, une peine de prison de 6 jours à 1 mois sera obligatoirement prononcée et l'amende portée de 3.000 à 54.000 francs.

En outre le tribunal pourra interdire au contrevenant l'exploitation d'un débit de boissons pour un temps qui ne saurait excéder deux ans.

CHAPITRE II

Protection des mineurs contre l'alcoolisme

Art. 29. — L'accès des débits de boissons est interdit aux mineurs de moins de dix huit ans qui ne sont pas accompagnés de leur père, mère, tuteur ou de toute personne de plus de 21 ans en ayant la charge ou la surveillance.

Art. 30. — Il est interdit dans les débits de boissons et autres lieux publics de vendre ou d'offrir gratuitement à des mineurs de moins de 20 ans des boissons du 3^e groupe, et à ceux de moins de 18 ans des boissons des 2^e et 3^e groupe.

Art. 31. — Il est interdit dans les débits de boissons à consommer sur place d'employer des mineurs de moins de 18 ans à l'exception des parents du 1^{er} et 2^e degré en ligne directe et du 2^e et 3^e degré en ligne collatérale.

Art. 32. — Toute infraction aux dispositions des articles 29 et 30 ci-dessus sera punie dans les conditions prévues à l'article 28 du présent code. Toutefois, aucune peine ne sera prononcée si le débitant peut prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur, celui de la personne qui l'accompagne ou sur la qualité de cette dernière.

Toute infraction aux dispositions de l'article 31 ci-dessus sera punie d'une amende de 9.000 à 54.000 francs. En cas de récidive, l'infraction est punie d'une peine de prison de 15 jours à 3 mois.

Art. 33. — Sera puni d'une amende de 3.000 à 54.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur de moins de 18 ans accomplis.

En cas de récidive dans un délai de 12 mois les minima et les maxima des peines seront doublées et en ce qui concerne les débitants la fermeture du débit pour une durée ne pouvant excéder 2 ans pourra être prononcée.

CHAPITRE III

Publicité des boissons

Art. 34. — La publicité relative aux boissons du 3^e groupe est libre lorsqu'elle indique exclusivement la dénomination et la composition du produit, le nom et l'adresse du fabricant, des agents et dépositaires.

Art. 35. — En aucun cas il ne peut être fait emploi tant sur l'étiquette apposée sur la bouteille renfermant des boissons du 3^e groupe que sur la publicité autorisée, d'un commentaire tendant à présenter la boisson comme possédant des qualités hygiéniques ou médicales.

Art. 36. — Est interdite sous quelque forme qu'elle se présente la publicité en faveur des boissons du 3^e groupe sur des stades, terrains de sports publics ou privés, dans les lieux où se déroulent habituellement des manifestations sportives ainsi que dans les locaux occupés par des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Art. 37. — Il est interdit de remettre, distribuer ou d'envoyer à des mineurs de moins de 18 ans des prospectus, buvards, protège-cahiers, règles ou autres objets vantant les mérites d'une boisson alcoolique ou portant la marque ou le nom du fabricant d'une telle boisson.

Art. 38. — Toute infraction aux dispositions des articles 34 et 37 commise par les importateurs, fabricants, entrepositaires, négociants en boissons, entrepreneurs de publicité, courtiers en publicité, annonceurs et fabricants d'objets publicitaires, sera punie d'une amende de 20.000 à 100.000 francs.

Art. 39 — Les dispositions de l'article 25, exception faite de la compétence des agents des contributions et des douanes, sont applicables mutatis mutandis en ce qui concerne le titre II du présent code.

Art. 40 — Les dispositions de l'article 463 du code pénal sont applicables au présent code.

Art. 41 — La fabrication, la commercialisation et la consommation des boissons dites de fabrication locale traditionnelle notamment les sodabi, vins de palme, bières de maïs, de mil, etc... ne sont pas soumises aux dispositions du présent code mais feront l'objet d'une réglementation particulière.

Art. 42 — Les modalités d'application de la présente ordonnance pourront faire l'objet de décrets.

Art. 43 — La présente ordonnance, qui annule et remplace toutes dispositions contraires, sera publiée au *Journal officiel* et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 août 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DECRET N° 67-157 du 29-7-67 portant nominations à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — Messieurs Georges Chauvet et Lucien Riou, respectivement conseiller administratif et conseiller juridique à la Présidence de la République, sont nommés à titre exceptionnel et étranger officiers de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 29 juillet 1967

Lt.-Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-158 du 31-7-67 portant modificatif au décret n° 67-146 du 11 juillet 1967 nommant une commission paritaire chargée de donner son avis sur le projet de statut général de la fonction publique.

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu le décret n° 67-146 du 11 juillet 1967 portant nomination d'une commission paritaire chargée de donner son avis sur un projet de statut général de la fonction publique,

DECRETE :

Article premier — La composition de la commission prévue par le décret visé ci-dessus est modifiée comme suit, en ce qui concerne les représentants de l'administration :

Le président de la chambre administrative à la cour suprême,

le directeur de la fonction publique,

le directeur du budget,

le délégué du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

le délégué du ministre de l'éducation nationale,

le délégué du ministre de la santé publique,

le délégué du ministre de l'économie rurale,

un délégué du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan,

le délégué du ministre de l'intérieur.

Art. 2 — Le ministre de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 31 juillet 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-159 du 31-7-67 portant attribution des cotisations des anciennes SPAR aux SORAD.

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 65-30 du 22 décembre 1965 portant création des sociétés régionales d'aménagement et de développement;

Vu le décret n° 65-200 du 29 décembre 1965 portant statut — type des sociétés régionales d'aménagement et de développement;

Sur proposition du ministre de l'économie rurale;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les cotisations anciennement perçues pour le compte des S.P.A.R. qui sont collectées par les chefs de circonscription administrative seront désormais versées à la société régionale d'aménagement et de développement de la région considérée.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 juillet 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-160 du 31-7-67 abrogeant certaines dispositions du décret n° 65-42 du 11 mars 1965.

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 fixant les modalités d'application du statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 65-42 du 11 mars 1965 relatif à l'administration des fonctionnaires et agents de l'Etat placés en position de stage à l'étranger;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les dispositions de l'article 5 du décret n° 65-42 du 11 mars 1965 sont abrogées.

Art. 2 — Le ministre de la fonction publique et le ministre des finances sont chargés de l'application du présent décret qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1967 et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 juillet 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

Par le Président de la République :

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique,

B. Malou

Le ministre des finances et de l'économie,

B. Djobo

DECRET N° 67-161 du 1-8-67 portant autorisation de perdre la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 61-18 du 25 juillet 1961 relative à la nationalité togolaise et notamment son article 23;

Vu la requête de M. Lawson T.L. Luther et le dossier joint;

Sur rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Lawson Tychus Latékoe Luther est autorisé à perdre la nationalité togolaise en application de l'article 23-1 de la loi n° 61-18 du 25 juillet 1961.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} août 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-164 du 7-8-67 portant création d'un fonds pour les recherches minières au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu la nécessité de promouvoir les recherches minières en vue de réalisations industrielles minérales importantes;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé un fonds pour les recherches minières dans le cadre d'un organisme public togolais en vue d'entreprendre et de mener efficacement les travaux de recherches minières au Togo.

Art. 2 — Ce fonds sera alimenté annuellement par des ressources provenant :

— de 15% des dividendes résultant de l'exploitation de toutes les ressources minérales;

— de taxes créées à cet effet.

Art. 3. — Le ministre des finances et de l'économie, le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications et le ministre du commerce, de l'industrie, du plan et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 août 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-165 du 7-8-67 fixant le taux maximum des indemnités à allouer aux membres des délégations spéciales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu les ordonnances n° 4 et 5 du 27 janvier 1967 portant création et attributions des délégations spéciales de circonscription et municipales et nomination des membres de ces délégations;

Sur proposition du ministre de l'intérieur;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Une indemnité mensuelle de sujétion est attribuée aux membres des délégations spéciales de circonscription et municipales.

Art. 2 — En ce qui concerne les délégations spéciales de circonscription le taux maximum de cette indemnité est fixé comme suit :

A/ Circonscriptions de plus de 75.000 habitants :

Président : 5.000 francs par mois

Membre : 4.000 francs par mois

B/ Circonscriptions de moins de 75.000 habitants :

Président : 4.000 francs par mois

Membre : 3.000 francs par mois.

Art. 3 — En ce qui concerne les délégations spéciales municipales le taux maximum de cette indemnité est fixé comme suit :

A/ Communes de plus de 30.000 habitants :

Président : 10.000 francs par mois

Membre : 4.000 francs par mois

B/ Communes de moins de 30.000 habitants :

Président : 5.000 francs par mois

Membre : 2.000 francs par mois.

Art. 4 — Ces indemnités seront supportées par les budgets des communes et des circonscriptions intéressées.

Art. 5 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 7 août 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,
Chef de Bataillon J. Assila

DECRET N° 67-166 du 10-8-67 modifiant le régime des liqueurs similaires de l'absinthe.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement;

Vu la loi du 16 mars 1951 relative à l'interdiction de la fabrication, de la vente en gros et au détail ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires;

Vu l'arrêté n° 241 du 30 novembre 1922 promulguant au Togo le décret du 2 septembre 1922 prohibant l'importation, la circulation, la vente et la détention au Togo des alcools de traite de toute nature et des boissons auxquelles sont mélangés ces sortes d'alcools;

Vu l'arrêté n° 334 du 11 juin 1938 promulguant au Togo le décret du 7 avril 1938 modifiant le décret du 24 octobre 1922 fixant les caractères des liqueurs similaires de l'absinthe;

Vu le décret n° 55-573 du 20 mai 1955 modifiant le décret n° 54-947 du 14 septembre 1954 relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques au Togo;

Sur proposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'article premier, alinéa 3 du décret du 24 octobre 1922 fixant les caractères des liqueurs similaires de l'absinthe, modifié par le décret du 7 avril 1938, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article premier

Alinéa 3 : Par dérogation aux dispositions qui précèdent, ne sont pas considérées comme liqueurs similaires de l'absinthe, les liqueurs anisées d'une richesse alcoolique comprise entre 40 degrés et 45 degrés figurant sur une liste établie par arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan après avis du ministre de la santé publique ».

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 10 août 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-167 du 10-8-67 portant création d'une Ecole Nationale d'Agriculture.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;
Sur proposition du ministre de l'économie rurale;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé une Ecole Nationale d'Agriculture située à Tové (Palimé).

Cette école forme essentiellement :

Des ingénieurs-adjoints d'agriculture,

Des ingénieurs-adjoints des eaux et forêts.

Elle peut également former des agents des cadres moyens pour la profession agricole : Société régionale d'aménagement et de développement (SORAD), Coopératives agricoles, Crédit agricole, etc...

Suivant les besoins, d'autres modes de formation professionnelle pourront être mis en place et d'autres établissements créés.

L'école nationale d'agriculture de Tové prête son concours pour toutes les formations agricoles, au personnel d'autres départements : personnel enseignant notamment ainsi que pour les stages de réimprégnation des agents en service. A cet effet, des stages pratiques et théoriques sont organisés et de la documentation technique est diffusée.

Art. 2 — L'enseignement et la formation professionnelle agricoles, sont organisés et contrôlés par le ministre de l'économie rurale, avec le concours du ministre de l'éducation nationale et des services techniques intéressés.

Art. 3 — L'école nationale d'agriculture de Tové assure en trois ans, la préparation au diplôme d'ingénieur-adjoint.

Plus tard, elle pourra former des ingénieurs.

Art. 4. — Le nombre des places est fixé chaque année par le ministre de l'économie rurale sur proposition du directeur de l'école. Une ou deux places seront réservées aux candidats provenant du centre d'apprentissage agricole.

L'école nationale d'agriculture de Tové peut recevoir des élèves originaires d'autres Etats, à condition qu'ils soient titulaires d'une bourse de leur pays d'origine. Ces élèves devront remplir les conditions générales exigées pour l'admission. Il leur est délivré le diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové.

Art. 5. — Les élèves de l'école nationale d'agriculture de Tové sont recrutés sur concours parmi les titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. et des élèves de 3^e année du centre d'apprentissage agricole.

Les candidats doivent produire :

Une demande d'inscription sur papier libre, adressée au ministre de l'économie rurale, précisant leur domicile en vue de convocations ultérieures ;

Un bulletin de naissance ou toute pièce administrative en tenant lieu ;

Un certificat médical attestant qu'il n'est atteint ni d'affection tuberculeuse ni d'aucune maladie ou infirmité. Les candidats admis seront soumis, à leur arrivée à l'Ecole nationale d'Agriculture de Tové à une contre-visite médicale complète ;

Une copie certifiée conforme du B.E. ou du B.E.P.C ;
Un certificat de nationalité ;

Un certificat de bonne conduite, délivré par le directeur de l'établissement scolaire où le candidat a accompli sa dernière année d'études, comportant des indications précises sur son caractère et ses aptitudes.

Toutes ces pièces doivent avoir moins de trois mois de date.

Art. 6. — Le concours de recrutement a lieu chaque année à une date et dans les centres fixés par le ministre de l'économie rurale sur la proposition du directeur de l'école.

La décision est prise 3 mois au moins avant la date des épreuves ; elle fixe le nombre des places mises au concours.

Art. 7. — Les épreuves du concours, dont les sujets, du niveau de la classe de 3^e des lycées et collèges, sont proposées par la direction de l'enseignement, comprennent :

Une épreuve de français : dissertation ou narration.
durée 2 heures.
coefficient 2

Une épreuve de mathématiques comportant un problème de géométrie et un problème d'arithmétique, d'algèbre ou de trigonométrie.

durée 2 heures.
coefficient 2

Une épreuve de sciences physiques et naturelles :
durée 2 heures.
coefficient 3

Pour les candidats provenant du centre d'apprentissage agricole, les épreuves comporteront en plus des matières énumérées ci-dessus :

Une épreuve à caractère technique : choisie parmi un ou plusieurs des enseignements techniques donnés au C.A.A.

durée 2 heures.
coefficient 3

Art. 8. — Le texte de chaque épreuve est placé dans une enveloppe portant mention de la matière faisant l'objet de l'épreuve. Les trois enveloppes destinées à un même centre d'examen, sont ensuite placées sous pli unique cacheté adressé au président de la commission de chaque centre d'examen.

Art. 9 — Les commissions de surveillance sont nommées pour chaque centre par le ministre de l'économie rurale.

Elles comprennent :

Président :

Le chef de circonscription administrative ou son représentant.

Membres :

Le directeur d'un établissement d'enseignement secondaire ou son représentant

Le représentant de la direction des services agricoles

Un conseiller municipal ou un conseiller de circonscription.

Art. 10 — La correction des épreuves et le classement des candidats sont effectués par une commission qui se réunit au ministère de l'économie rurale sur convocation de son président.

Cette commission est constituée par décision du ministre de l'économie rurale. Elle comprend :

Président :

Le directeur de l'enseignement ou son représentant.

Membres :

Le directeur de l'école nationale d'agriculture de Tové

Le directeur des services agricoles

3 professeurs du second degré.

Art. 11 — Les épreuves sont cotées de 0 à 20 ; le nombre minimum de points exigé pour l'admission est 70 pour les candidats venant de l'enseignement secondaire et 100 pour les candidats provenant du centre d'apprentissage agricole. La note 0 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération de la commission de classement. A l'issue de ses travaux, la commission adresse au ministre de l'économie rurale la liste des candidats admis par ordre de mérite, ainsi que les compositions et le procès-verbal de la séance.

Art. 12 — En cas de défaillance de candidats admis, sur la liste principale, le ministre de l'économie rurale peut prononcer l'admission des suivants de la liste supplémentaire par ordre de mérite, dans les conditions prévues à l'article 11.

Art. 13 Les dates d'entrée et de sortie sont fixées par le ministre de l'économie rurale sur proposition du directeur de l'école.

Le programme de l'école et la répartition générale des matières figurent en annexe au présent décret.

Art. 14 — Les travaux pratiques sont conduits par du personnel spécialisé sous la direction des chargés de cours correspondants. Ils donnent lieu à l'attribution d'une note de travaux pratiques.

Les élèves effectuent des voyages d'études dans les réalisations agricoles ou forestières.

Art. 15 — Au cours de leur scolarité, les élèves subissent des examens théoriques et des examens pratiques qui sont organisés par le Règlement Intérieur de l'école. La moyenne de 10/20 est exigée pour pas-

ser d'une année à l'autre, le redoublement d'une classe pourra être autorisé sur avis du conseil des professeurs et décision du ministre de l'économie rurale. Les élèves qui ne sont pas admis à redoubler, sont exclus de l'Etablissement.

Art. 16 — A chaque élève est attribué un carnet de notes qui le suit pendant toute sa scolarité et sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles obtenues pour chaque matière donnant lieu à enseignement, les notes trimestrielles de conduite et d'aptitude, ainsi que les appréciations des professeurs et du directeur de l'école.

A la fin de chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles ou aux gouvernements intéressés.

Chaque trimestre, les élèves ayant obtenu une note de conduite au moins égale à 16, une moyenne trimestrielle au moins égale à 14, sans qu'aucune moyenne soit inférieure à 7, sont inscrits au Tableau d'Honneur de l'école.

Art. 17 — Les études sont sanctionnées par le Diplôme d'Ingénieur-Adjoint avec option agriculture ou eaux et forêts.

Le diplôme ci-dessus fait l'objet d'annexe au présent décret.

Les élèves non diplômés obtiennent un certificat de scolarité délivré par le directeur de l'école nationale d'agriculture de Tové.

Art. 18 — Le régime de l'école est l'internat.

Un Règlement Intérieur fixera les obligations des élèves, le régime de l'internat, la nourriture, les vêtements, etc...

Art. 19 — Les manquements à la discipline ou un travail insuffisant sont sanctionnés de la manière suivante :

1^o — La consigne avec tâche infligée par le directeur ;

2^o — La réprimande, infligée par le directeur ;

3^o — Le blâme avec inscription au dossier scolaire infligé par le directeur, après avis du conseil des professeurs ;

4^o — L'exclusion temporaire pendant 5 jours sur décision du directeur ;

5^o — L'exclusion définitive prononcée par le ministre de l'économie rurale sur avis motivé du conseil des professeurs.

Art. 20 — Le personnel de l'école nationale d'agriculture de Tové est placé sous l'autorité d'un directeur nommé par décret du Président de la République sur proposition du ministre de l'économie rurale.

Ce personnel comprend :

Un directeur des études qui assurera également un enseignement technique ;

Un ou deux chargés de cours d'instruction générale choisis parmi les professeurs du second degré. Le contrôle pédagogique de ces professeurs est du ressort du ministère de l'éducation nationale ;

Deux professeurs d'enseignement technique agricole choisis dans la hiérarchie des ingénieurs d'agriculture ;

Un responsable de l'enseignement forestier choisi parmi les ingénieurs des eaux et forêts ;

Un économiste ;

Un adjoint-technique chargé des travaux pratiques ;

Un responsable des ateliers bois et fer ;

Un secrétaire dactylographe, etc...

Ce personnel de l'école est nommé par arrêté du ministre de l'économie rurale.

Art. 21. — L'enseignement technique spécialisé pourra être assuré par des agents des services et organismes techniques intéressés. Il pourra en être de même pour certains cours d'enseignement général.

Le directeur pourra assurer certains cours.

Art. 22. — Le personnel enseignant de l'école, réuni pour délibérer sous la présidence du directeur de l'école prend le nom de *Conseil des Professeurs*. Il se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour ; un secrétaire de séance est nommé qui établit un procès-verbal de la réunion.

Le conseil des professeurs donne son avis sur toutes les questions d'ordre matériel et éducatif intéressant l'école. Il prend toutes les mesures concernant la discipline intérieure et générale, arrête les notes trimestrielles et le classement des élèves.

Le conseil des professeurs établit une fiche pour chaque élève faisant mention de ses aptitudes et de son comportement.

Art. 23. — Il est constitué un *Conseil de Perfectionnement* de l'école qui comprend :

Le ministre de l'économie rurale ou son représentant ;

Le directeur des services agricoles ;

Le directeur de l'enseignement ou son représentant ;

Le chef du service des eaux et forêts ;

Le directeur de l'école nationale d'agriculture de Tové ;

Le directeur de la fonction publique ;

Le directeur du plan ;

Un représentant de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie ;

Un représentant des anciens élèves.

La présidence est assurée par le ministre de l'économie rurale ou son représentant.

ANNEXE II
Ecole nationale d'agriculture de Tové
REPARTITION HEBDOMADAIRE

	1 ^{re} année	2 ^e année		3 ^e année		Total
I — FORMATION GENERALE						
Français	5 h	3 h		2 h		10 h
Mathématiques	4	4		2		10
Sciences naturelles	2	1		—		3
Sciences physiques	2	2		—		4
Instruction civique et morale	1	—		—		1
Géographie physique et humaine	1	1		1		3
Total formation générale	15 h	11 h		5 h		31 h
II — FORMATION TECHNIQUE THEORIQUE						
		A	EF	A	EF	
Agriculture générale	3 h	2 h	—	—	—	5 h
Génétique — Expérimentation	—	1	—	1	—	2
Génie rural — Hydraulique agricole	—	1	1	1	1	2
Pédologie	1	—	—	—	—	1
Etude des productions agricoles	—	5	—	—	—	5
Protection des végétaux	—	1	—	1	—	2
Topographie — Arpentage	1	2	—	—	—	3
Zootéchnie — Elevage — Médecine vétérinaire	1	—	—	—	—	1
Réglementation — Conditionnement	—	1	—	2	—	3
Crédit agricole — Coopération — Comptabilité	—	1	1	3	—	4
Economie rurale — Planification — Psychologie rurale — Vulgarisation agricole	—	—	—	7	—	7
Monographie — Enquêtes — Statistiques agricoles	—	—	—	2	—	2
Sylviculture — Sciences forestières	—	—	9	—	15	24
Pisciculture	—	1	1	—	—	1
Total formation technique	6 h	15 h	12 h	17 h	16 h	
Total formation théorique	21 h	26 h	23 h	22 h	21 h	
III — TRAVAUX PRATIQUES — MANIPULATIONS						
Travaux pratiques agricoles	9 h	7 h	—	11 h	—	27 h
Travaux pratiques forestiers	1	—	10	—	12	23
Travaux pratiques d'élevage	1	—	—	—	—	23
Rapports hebdomadaires	1	1	1	1	1	1
Exercices d'enseignement général	4	3	3	2	2	
Etudes et travaux personnels	2	2	2	3	3	
Total travaux pratiques	18 h	13 h	16 h	17 h	18 h	
TOTAL GENERAL HEBDOMADAIRE	39 h	39 h	39 h	39 h		

ANNEXE III

Diplôme d'ingénieur-adjoint d'agriculture

Article premier — Il est créé au Togo un diplôme d'ingénieur-adjoint d'agriculture. Ce diplôme est décerné à l'issue d'un examen qui a lieu chaque année à une date fixée par le ministre de l'économie rurale, sur proposition du directeur des services agricoles.

Art. 2 — La surveillance et la correction des épreuves écrites sont effectuées par une commission qui se réunit dans les locaux de l'école nationale d'agriculture de Tové sur convocation de son président.

Cette commission est constituée par décision du ministre de l'économie rurale, sur proposition du directeur des services agricoles et du chef de service des eaux et forêts.

La commission fait également fonction du jury pour la partie orale de l'examen.

La commission est investie des mêmes pouvoirs en ce qui concerne le diplôme d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts qui fait l'objet de l'annexe n° IV.

La commission comprend :

Un représentant du ministre de l'économie rurale *Président*

Un représentant de la direction des services agricoles

Un représentant du service des eaux et forêts

Le directeur de l'école nationale d'agriculture

Un ingénieur d'agriculture n'appartenant pas au personnel de l'école .

Un ingénieur des eaux et forêts n'appartenant pas au personnel de l'école .

Membres

Art. 3 — Les coefficients et la durée des épreuves sont déterminés conformément au tableau ci-après.

Nature des épreuves	Durée	Coef.
<i>Epreuves écrites</i>		
Epreuve d'Agriculture sur un sujet de synthèse Economie rurale — Planification — Vulgarisation	3 h	5
Crédit agricole — Coopération — Comptabilité	2	3
Génie rural-Hydraulique-Expérimentation	2	2
Rapport à caractère technique	1	1
	1	1
<i>Epreuves orales et pratiques</i>		
Travaux pratiques agricoles (y compris protection des végétaux et reconnaissance de plantes)	3	
Travaux pratiques de topographie	2	
Exposé oral à caractère agricole	3	
<i>Moyenne générale des 3 années pour l'enseignement général et technique théorique</i>	2	
<i>Moyenne générale des 3 années pour les travaux pratiques, manipulations, rapports</i>	3	
Total des coefficients		25

Art. 4 — L'épreuve d'agriculture portera sur un sujet permettant la synthèse de plusieurs cours : agriculture générale, pédologie, géographie, étude des productions agricoles, etc.. Ce sera par exemple une question sur le programme de développement d'une région déterminée faisant appel à un ensemble de connaissances générales et techniques.

Cette épreuve est destinée à juger de l'esprit de synthèse du candidat, de son degré d'assimilation des enseignements reçus à l'école et diminuera l'importance relative de la mémoire.

Le même principe pourra être éventuellement appliqué à propos d'autres épreuves techniques telles que coopération, crédit, vulgarisation.

Le rapport technique, portant sur un cas concret doit permettre d'apprécier la faculté du candidat à rendre compte de faits précis d'une manière claire et concise, dans une langue simple et correcte.

Les travaux pratiques agricoles devront comporter, outre les exercices habituels : taille, semis repiquage, labour, conduite de tracteur, réglage d'appareils, détection de pannes, etc.. des reconnaissances de plantes courantes, de maladies et parasites importants ainsi que la manipulation des produits et des appareils de traitement.

Les travaux pratiques de topographie comporteront des exercices sur des cas concrets et sur le terrain : mesures de longueurs, d'angles, de surfaces, levés, etc..

L'exposé oral devra se faire à partir de cas concrets devant un auditoire supposé : cultivateurs, enfants des écoles, animateurs, agents d'encadrement, etc.. On notera plus particulièrement l'adaptation à cet auditoire, la clarté de l'exposé, sa force de persuasion, etc..

Art. 5 — Les sujets des épreuves sont choisis par le ministre de l'économie rurale sur proposition du directeur des services agricoles.

Les épreuves écrites et orales portent sur le programme de l'école nationale d'agriculture.

Art. 6 — Les épreuves sont cotées de 0 à 20 ; la moyenne exigée pour l'admission est de 10/20.

La note 5/20 est éliminatoire.

A l'issue de l'examen, la commission dresse la liste des candidats par ordre de mérite.

Il est délivré à tous les candidats ayant obtenu au moins la moyenne, le :

Diplôme d'ingénieur-adjoint d'agriculture faisant mention de la moyenne obtenue et du classement.

ANNEXE IV

Diplôme d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts

Article premier — Il est créé au Togo un *Diplôme d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts*.

Ce diplôme est décerné à l'issue d'un examen qui a lieu chaque année à une date fixée par le ministre de l'économie rurale, sur proposition du directeur des services agricoles.

Art. 2 — Les prescriptions de l'article 2 de l'annexe III concernant le diplôme d'ingénieur-adjoint d'agriculture sont applicables au diplôme d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts.

Art. 3 — Les coefficients et la durée des épreuves sont déterminés conformément au tableau ci-après :

Nature des épreuves	Durée	Coef.
<i>Epreuves écrites</i>		
Epreuve forestière sur un sujet de synthèse	3 h	5
Droit forestier-Administration	2	3
Technologie et Economie forestières	2	2
Pisciculture et Génie forestier	1	1
Protection de la nature-Zoologie forestière-Zoologie cynégétique	1	1
<i>Epreuves orales et pratiques</i>		
Travaux pratiques de topographie		3
Travaux pratiques de sylviculture et de botanique		3
Travaux pratiques forestiers : cubage de bois, reconnaissance d'animaux-rédaction de procès-verbaux		2
<i>Moyenne générale des 3 années pour l'enseignement général et technique théorique</i>		2
<i>Moyenne générale des 3 années pour les travaux pratiques, manipulations, rapports</i>		3
Total des coefficients		25

Art. 4 — L'épreuve forestière portera sur un sujet permettant la synthèse de plusieurs cours : géographie générale et géographie forestière, pédologie, sylviculture, etc.. Ce sera par exemple une question sur le programme d'aménagement sylvicole d'une région déterminée, faisant appel à un ensemble de connaissances générales et techniques.

Cette épreuve est destinée à juger de l'esprit de synthèse du candidat, de son degré d'assimilation des enseignements reçus à l'école et diminuera l'importance relative de la mémoire.

Le même principe pourra être éventuellement appliqué à propos d'autres épreuves techniques telles que droit forestier, protection de la nature.

Les travaux pratiques de topographie porteront sur des cas concrets pris sur le terrain : mesures de longueurs, d'angles, de surfaces, levés, etc.

Les travaux pratiques de botanique et sylviculture ainsi que les travaux forestiers, pourront comporter des reconnaissances d'échantillons, des cubages, l'exécution de certaines opérations de pépinières éclaircies, marquages, etc.

On pourra également faire rédiger des procès-verbaux par les candidats à partir de cas concrets pour apprécier notamment leur clarté dans la relation de faits précis.

Art. 5 — Les sujets des épreuves sont choisis par le ministre de l'économie rurale, sur proposition du chef de service des eaux et forêts.

Les épreuves écrites et orales portent sur le programme de l'école nationale d'agriculture.

Art. 6 — Les épreuves sont cotées de 0 à 20. La moyenne exigée pour l'admission est de 10/20.

La note 5/20 est éliminatoire.

A l'issue de l'examen, la commission dresse la liste des candidats par ordre de mérite.

Il est délivré à tous les candidats ayant obtenu au moins la moyenne exigée, le :

Diplôme d'ingénieur-adjoint des eaux et forêts faisant mention de la moyenne obtenue et du classement.

Remises gracieuses

Par décrets du Président de la République :

N° 67-162 du 5-8-67 — Une remise gracieuse de la totalité de sa peine est accordée au nommé Byll Sanvee Félicien, né à Agoué (Dahomey) en 1922, de Byll Gaston et de teue Sana Akouavi, condamné à 3 mois d'emprisonnement par arrêt n° 56 en date du 27 juillet 1967 de la cour d'appel, pour dénonciation calomnieuse.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

N° 67-163 du 5-8-67 — Une remise gracieuse de la totalité de sa peine est accordée au nommé Dotsé Théophile, âgé de 32 ans, né le 6 avril 1935 à Kouma-Tsamè (Klouto) de feu Dotsé Ambroise et de Lucie Adjoa, condamné à 1 an d'emprisonnement par arrêt n° 56 en date du 27 juillet 1967 de la cour d'appel, pour dénonciation calomnieuse.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Nomination

N° 78-PR-MFP du 4-8-67 — M. Dagadzi Barnabé, ingénieur principal des T.P. 3^e échelon, chef de l'arrondissement routes, ponts et aérodromes est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur par intérim du service des travaux publics pendant l'absence de M. Luce André, titulaire d'un congé administratif.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

N° 421-D-MFE-F du 5-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de un million sept cent cinquante mille (1.750.000) francs cfa au profit de l'agent comptable de l'ASECNA représentant le premier versement de 25% du montant total de sept millions (7.000.000) francs cfa objet du contrat spécial n° 1-67-AS-TG-ENA du 3-4-67 relatif à l'équipement radioélectrique des stations météorologiques d'Atakpamé et de Tabligbo.

La dépense qui est imputable au budget d'investissement, titre 1, chapitre 8, article 2, paragraphe 6, rubrique b, sera mandatée par les soins du service des finances et virée au compte n° 9.270.142 UTB Lomé.

N° 424-D-MFE-F du 5-8-67 — Est autorisé le paiement par virement au compte de la société « Philips TELECOMMUNICATIE INDUSTRIE », tenu chez la Rotterdamsche Bank N.V. à Amsterdam, de la somme de trois mille vingt sept florins, cinquante trois centimes (FL. 3.027,53) soit deux cent six mille quatre cent soixante dix huit (206.478) francs CFA, représentant les 10% de la valeur de matériel importé à Lomé en 1965 et destiné aux travaux de modernisation du réseau togolais de télécommunication.

Une somme totale de deux cent neuf mille quatre cent vingt (209.420) francs CFA, représentant le montant du principal et des frais de transfert des devises, sera mandatée au nom du directeur de la BIAO — Lomé, chargé des opérations dudit virement.

La dépense est imputable au budget général exercice 1967, chapitre premier, article 9.

N° 438-D-MFE-F du 11-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq mille sept cents (5.700) dollars US, soit environ un million quatre cent dix mille neuf cent soixante dix huit (1.410.978) francs cfa, au nom du trésorier-payeur du Togo, pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) à son compte United Nations n° 1

Account, Federal Reserve Bank of New York, 33, Liberty Street New York 45, N.Y., au titre de la contribution du Togo pour l'année 1966 au budget dudit institut.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 1 a).

N° 440-D-MFE-F- du 11-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq mille deux cent vingt sept (5.227) francs suisses, soit environ deux cent quatre vingt dix neuf mille quarante neuf (299.049) francs cfa, au nom du trésorier-payeur du Togo, pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur du Bureau International de l'Union Postale Universelle (UPU), au C.C.P. 30820 à Berne (Suisse), au titre de la contribution du Togo pour l'année 1966 aux frais communs de cet organisme.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 1 a).

N° 441-D-MFE-F du 11-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de mille sept cent quinze (1.715) frcs suisses, soit environ quatre vingt dix mille vingt cinq (98.025) francs cfa, au nom du trésorier-payeur du Togo, pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur du secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications à Genève (U.I.T.), Place des Nations ch. 1211 Genève 20 (Suisse), au compte des chèques postaux Genève n° 12-50, au titre de la contribution du Togo aux dépenses de la conférence Africaine de Radiodiffusion sur ondes kilométriques et hectométriques Genève 1964 et 1966.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 1 a).

N° 442-D-MFE-F du 11-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions sept cent treize mille deux cent vingt (3.713.220) francs cfa, au nom du trésorier-payeur du Togo, pour régulariser le virement effectué télégraphiquement par anticipation en faveur des Etablissements NIEPCE, 14 Boulevard de la République à Boulogne-Billancourt (Seine), au CCP N° 16.781.89 Paris, au titre du paiement de 60% du prix des travaux d'aménagement du Stand de la République togolaise à l'Exposition Universelle de Montréal prévue pour le 27 avril 1967.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 39, article 5 a).

N° 443-D-MFE-F du 11-8-67 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent vingt (520) dollars US, soit environ cent vingt huit mille sept cent trente neuf (128.739) francs cfa, au nom du trésorier-payeur du

Togo, pour régulariser le paiement effectué par anticipation en faveur de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), à son compte n° OUA-0110 à la Banque Commerciale d'Ethiopie à Addis-Abéba (Ethiopie) au titre de la contribution complémentaire du Togo pour l'année 1966 au budget de ladite organisation.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 37, article 3, paragraphe 2.

Subvention

N° 425-D-MFE-F du 5-8-67 — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur du Togo, d'une somme de cinq cent soixante neuf millions quatre cent quatre vingt quatorze mille (569.494.000) francs au titre de subvention du budget général du Togo au budget d'investissement pour l'exercice 1967.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1967, chapitre 41, article 8.

Concession de pensions de retraite

N° 204-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cent cinquante quatre mille deux cent douze (154.212) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Anoumou Kodjo Frantz, préposé principal 2^e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Anoumou Kodjo Frantz pour compter du 1^{er} juillet 1967 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Bernard, né le 17-4-45
Catherine, née le 30-4-45
Augustin, né le 19-9-47
Euphrem, né le 18-6-48
Sébastien, né le 9-4-51.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente mille huit cent quarante quatre (30.844) francs pour compter du 1^{er} juillet 1967.

M. Anoumou Kodjo Frantz pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Elisabeth, née le 19 novembre 1951
Jean, né en 1951
Jeannette, née le 8 mars 1954
Rémy, né le 1^{er} octobre 1956
Mathieu, né le 21 septembre 1961
Marie, née le 14 mai 1964.

N° 205-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves :

Mama Tchéoubélé (née Pekle)
Mama Tchéouhalo (née Adjoda)
Mama Médjéwé (née Aouidina)
Mama Aboukou (née Lemou)

épouses de M. Mama Albert, caporal-chef de 3^e échelon n° mle 12.095 (indice 495, pourcentage 18%) décédé le 5 juillet 1965, une pension de veuve au taux annuel de quatre mille cinq cent cinquante deux (4.552) francs pour compter du 20 juillet 1966.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée à quinze mille trois cent seize (15.316) francs par an pour compter du 20 juillet 1966 à chacune des veuves dénommées ci-dessus.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à trois mille six cent quarante (3.640) francs l'an pour compter du 6 février 1966 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Wékèdou, né vers 1951
Anam, née vers 1952
Pauline, née le 12 août 1956
Marie, née le 28 avril 1957
Maza, née le 23 avril 1959
Wiyao, né le 24 décembre 1961
Nicolas, né le 25 juillet 1964
Palakiyèm, née le 17 octobre 1964
Makiliwè, né le 11 août 1965.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée pour chacun des orphelins dénommés ci-dessus à douze mille, deux cent cinquante deux (12.252) frs l'an pour compter du 6 février 1966.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Mama Baoui Etienne, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 206-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Nassougou Goulo (née Kondo), épouse de M. Nassougou Koudanbadou, ex-gendarme de 2^e classe 9^e échelon n° mle 1.689 (indice 550, pourcentage 43%) décédé le 14 janvier 1967, une pension de veuve au taux annuel de quarante huit mille deux cent quatre vingt seize (48.296) francs pour compter du 1^{er} février 1967.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille six cent soixante (9.660) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1967 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Ayém, née le 1^{er} novembre 1949
Batèkime, né le 21 décembre 1949
Komi, né le 5 octobre 1952
Koffi, né le 8 janvier 1954
Kouloun, né le 27 février 1956
Kossowa, née le 30 septembre 1956
Assi, né le 26 juin 1959
Adjoua, née le 20 novembre 1961
Toro, né le 4 mars 1961
Adjoavi, née le 4 juillet 1966
Yawa, née le 14 juillet 1966.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Nassougou Tchiguidi, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 207-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62 %) au montant annuel de cent soixante neuf mille six cent cinquante deux (169.652) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Georges, commis d'administration principal de classe exceptionnelle (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Georges pour compter du 1^{er} juillet 1967 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Béatrice, née le 14 mars 1935
Louis, né en 1941
Antoine, né en 1942
Léon, né le 19 avril 1944
Jeanne, née le 19 août 1945
Eusèbe, né le 16 décembre 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille quatre cent seize (42.416) francs pour compter du 1^{er} juillet 1967.

M. Lawson Georges pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Théodora, née le 20 avril 1948
Martine, née le 12 novembre 1949
Christian, né le 10 décembre 1949
Micheline, née le 29 septembre 1951
Hermann, né le 3 octobre 1951
Angèle, née le 10 mai 1953
Emmanuel, né le 8 octobre 1954
Nathaniel, né le 27 juillet 1955.
Charles, né le 5 novembre 1958.

N° 208-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de cent vingt quatre mille neuf cent soixante douze (124.972) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayikoué Louis, gardien de la paix, 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de la police (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayikoué Louis pour compter du 1^{er} juin 1967 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Béatrice, née le 26 octobre 1947
 Frédéric, né le 1^{er} novembre 1947
 Odette, née le 22 février 1949
 Philippe, né le 23 août 1949
 Philippe, né le 6 août 1950.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt quatre mille neuf cent quatre vingt seize (24.996) francs pour compter du 1^{er} juin 1967.

M. Ayikoué Louis pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Théodore, né le 3 juillet 1952
 Rose, née le 25 août 1954
 Raymond, né le 23 janvier 1957
 Christine, née le 17 juillet 1957
 Afi, née le 17 juillet 1959
 Louis, né le 15 avril 1963
 Léon, né le 19 avril 1965
 Ayélévi, née le 12 mai 1965
 Marcellin, né le 26 avril 1966.

N° 209-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de deux cent cinquante six mille soixante huit (256.068) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Joseph, agent de maîtrise principal 2^e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1967.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Joseph pour compter du 1^{er} avril 1967 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Etienne, né en 1936
 Aimée, née le 9 mars 1937
 Pauline, née le 2 février 1939
 Emmanuel, né le 3 août 1941
 Tèvi, né le 28 novembre 1943
 Charlotte, née le 22 juillet 1946.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quatre mille vingt (64.020) francs pour compter du 1^{er} avril 1967.

M. Lawson Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant du 7^e rang, Tèvi né le 7 janvier 1950.

N° 210-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tchang Akpame (née Adjahoundo), épouse de M. Tchang Polo, gendarme de 2^e classe 6^e échelon n° mfe 2.139 (indice 430, pourcentage 22%) décédé le 21 novembre 1964, une pension de veuve au taux annuel de dix neuf mille trois cent vingt (19.320) francs pour compter du 17 juin 1965.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée à soixante et un mille deux cent soixante (61.260) francs par an pour compter du 17 juin 1965 à la veuve dénommée ci-dessus.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à trois mille huit cent soixante quatre (3.864) francs l'an pour compter du 17 juin 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Mababi, né en 1948
 Akatame, né en 1952
 Kaounaté, né vers 1955
 Naléba, né vers 1956.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée pour chacun des orphelins dénommés ci-dessus à douze mille deux cent cinquante deux (12.252) francs l'an pour compter du 17 juin 1965.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Polo Tchaminga, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 212-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de soixante dix mille quatre vingt quatre (70.084) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Degla Botchi Joseph, gardien de la paix de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 390) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1967.

M. Degla Botchi Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 11^e rang) ci-après désignés :

Amélie, née le 5 janvier 1954
 Adjoa, née le 3 septembre 1956
 Ayawoa, née le 4 juillet 1957
 Comlan, né le 11 janvier 1958
 Hubert, né le 10 juin 1962
 Hubertine, née le 10 juin 1962
 Nathan, né le 27 juillet 1962
 René, né le 6 septembre 1964
 Kossiwa, née le 5 avril 1965
 Lucien, né le 31 octobre 1966
 Honoré, né le 16 mai 1967.

N° 213-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 57^o%) au montant annuel de quatre vingt dix mille sept cent quatre vingt huit (90.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tassiba Yakissa, gardien de la paix de 2^e classe 4^e échelon (indice 390) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1967.

M. Tassiba Yakissa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 19^e rang) ci-après désignés :

Kouami, né le 4 mai 1948
 Koku, né le 27 mai 1948
 Afiwa, née le 5 août 1949
 Monique, née le 17 janvier 1950
 Toussaint, né le 1^{er} novembre 1952
 Pierre, né le 30 mars 1955
 Prosper, né le 9 septembre 1956
 Madeleine, née le 28 juillet 1957
 Jean, né le 12 juin 1958

Michel, né le 30 janvier 1959
 Roch, né le 15 août 1960
 Aristide, né le 31 août 1960
 Pelagie, née le 15 décembre 1960
 Louis, né le 15 août 1961
 Eve, née le 6 septembre 1961
 Adéline, née le 20 octobre 1964
 Emile, né le 22 mars 1965
 Jean-Bosco, né le 5 janvier 1966
 François, né le 9 mars 1966.

N° 214-MFE-MF-CR du 7-8-67 — Une pension proportionnelle (pourcentage 39^o%) au montant annuel de cent six mille sept cent seize (106.716) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. de Souza Cosme, agent spécialisé principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la météo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1967.

M. de Souza Cosme pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1967 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Mathilde, née le 24 janvier 1951
 Thérèse, née le 13 mars 1953
 Hélène, née le 30 juin 1955
 Noël, né le 25 décembre 1957
 Pierre, né le 28 janvier 1961.

Rôles

N° 215-MFE-CD du 7-8-67 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1967 ci-après :

Numéros des rôles	Agences	NATURE DES CONTRIBUTIONS	Montant des rôles	T O T A L
BUDGET GENERAL				
108	Cir. Dapango	Taxe s/armes n/perfectionnées	167.100	
109	« »	Taxe s/armes n/perfectionnées	30.950	
				198.050
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
108	Cir. Dapango	C/A s/taxe s/armes n/perfectionnées	83.550	
109	« »	C/A s/taxe s/armes n/perfectionnées	15.475	
110	Cir. Tsévié	Taxe civique	12.993.160	
111	« »	Taxe civique	323.840	
				13.416.025
		Total		13.614.075

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de treize millions six cent quarante mille soixante quinze francs est fixée au 1^{er} août 1967.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**Nominations**

N° 29-MJ du 31-7-67 — M. Creppy Kanyi Robert, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon en service au cabinet du ministre de la justice, est nommé conseiller technique auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} juillet 1967.

N° 30-MJ du 31-7-67 — M. Monne Roland, magistrat du 2^e grade 1^{er} groupe de l'assistance technique, en service au cabinet du ministre de la justice, est nommé conseiller technique auprès du garde des sceaux, ministre de la justice pour compter du 24 octobre 1966.

Absence irrégulière

N° 844-D-MJ du 7-8-67 — Est constatée pour compter du 22 juin 1967 l'absence irrégulière à son poste de Mlle Adabunu Madoé Rose, agent permanent de 2^e catégorie échelle C en service au tribunal de droit moderne de Lomé.

Pendant toute la durée de son absence, Mlle Adabunu Madoé Rose n'aura droit à aucun traitement

MINISTERE DE L'INTERIEUR**Annulations et ouvertures de crédits**

N° 53-INT du 2-8-67 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Mango, exercice 1967 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 3 — Indtés, gratif. et remboursement de frais. 300.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitre et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Mango, exercice 1967 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 1 — Entretien des routes et ponts, etc. 50.000

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux 50.000

Article 6 — Alimentation en électricité 200.000

300.000

N° 1-INT-MF du 4-8-67 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1967.

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 3 — indemnité, gratifications, remboursement de frais 800.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitre et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1967.

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 1 — Entretien des routes et ponts, etc. 500.000

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux 300.000

800.000

Engagement

N° 55-INT-CGC du 5-8-67 — Sont recrutés dans le corps des gardiens de circonscription, les personnes dont les noms suivent, aux grade — échelon et indice ci-après :

Pour le grade de gardien de circonscription de 2^e classe 3^e échelon indice 330 :

Kodjo Totré, classe 1954 précédemment soldat de 2^e classe 3^e échelon.

Pour le grade de gardien de circonscription de 2^e classe 2^e échelon indice 315 :

Adabrah Komi Blaise, classe 1961 précédemment gendarme-adjoint de 2^e classe 2^e échelon

Tossou Essiomlé, classe 1959 précédemment gendarme-adjoint de 2^e classe 2^e échelon.

Le traitement des intéressés sera imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de sa date de signature.

Chefs de canton

N° 85-PR-INT-APA du 11-8-67 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Kéké Damoin, sous le nom de Togbui Agokoli II en qualité de chef supérieur de Nuatja, en remplacement de M. Danhoui Oussounou, décédé.

L'intéressé aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de 144.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 86-PR du 11-8-67 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Viagbo Joseph en qualité de chef de Tabligbo en remplacement de M. Viagbo Aziabou, décédé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de soixante mille (60.000) francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1967, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

Réforme par mesure disciplinaire

N° 75-INT-CGC du 5-8-67 — A compter du 1^{er} septembre 1967, le gardien de 1^{re} classe Koudjou Makim Bayoké, sans matricule, en service au détachement de Lama-Kara, est réformé par mesure disciplinaire pour « *Faute grave contre la discipline* ».

La gratuité de transport pour rejoindre ses foyers avec sa famille est accordée à l'intéressé qui sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter de la même date.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE N° 26-MTP-AC du 3-8-67 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Atakpamé/Akpaka.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'arrêté n° 1038-50/CAB du 22 décembre 1950 promulguant au Togo la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodromes;

Vu l'arrêté n° 617-56/C du 6 juillet 1956 promulguant au Togo le décret du 22 juin 1956 fixant les modalités d'application du décret du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique,

A R R E T E :

Article premier. — L'aérodrome d'Atakpamé/Akpaka, dont les coordonnées géographiques sont 07° 31' 20" Nord — 01° 11' 30" Est, est ouvert à la circulation aérienne publique.

Art. 2 — L'aérodrome d'Atakpamé/Akpaka est classé en catégorie D et peut être utilisé par les aéronefs d'un poids inférieur à 5 tonnes.

Art. 3 — Les caractéristiques principales de l'aérodrome seront publiées dans le manuel d'information aéronautique concernant la République togolaise et seront susceptibles d'être modifiées par voie d'information aéronautique.

Art. 4 — L'aérodrome pourra être interdit temporairement à la circulation aérienne publique si des raisons de sécurité aérienne ou d'ordre public l'exigent.

L'interdiction sera alors diffusée par voie d'information aéronautique.

Art. 5 — Le présent arrêté, qui prend effet à la date de sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1967
A. Mivedor.

ARRETE N° 27-MTP-DMG-SC du 9-8-67 relatif au transfert de la carrière d'extraction de sable de mer route Aflao-Anécho des PK 21 et PK 22 aux PK 8 et PK 9.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'arrêté n° 542 du 5 novembre 1932 portant réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

Vu le décret n° 45-2015 du 1-9-45 réglementant au Togo le domaine public;

Vu l'arrêté n° 37/MTP/Mines du 29 août 1963;

Vu l'arrêté n° 2/MTP/Mines du 20 janvier 1964;

Vu l'arrêté n° 11/MTP/Mines/Ets. classés du 12 juin 1964;

Vu l'arrêté n° 18/MTP/Mines/Ets. classés du 6 octobre 1964;

Vu l'arrêté n° 11/MTP/Mines/Ets. classés du 3 mars 1965;

Vu l'arrêté n° 20/MTP/DMG/SC du 11 novembre 1966,

A R R E T E :

Article premier — A partir du 8 août 1967, la carrière d'extraction de sable de mer située entre les PK 21 et PK 22 sur la route Aflao-Anécho est transférée entre le PK 8 et le PK 9.

Art. 2 — Toute extraction de sable en un lieu autre que la carrière située entre les PK 8 et PK 9 sera considérée comme une infraction et les auteurs seront passibles des peines prévues par l'arrêté n° 542 du 5 novembre 1932 en son article 20.

Art. 3 — Le présent arrêté remplace et annule l'arrêté n° 20-MTP-DMG-SC du 11 novembre 1966.

Art. 4 — Le chef du service des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 août 1967
A. Mivedor.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Concours

N° 253-MFP du 2-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de dix (10) préposés des eaux et forêts sera ouvert les 20 et 21 septembre 1967 à Lomé et Sokodé aux agents non fonctionnaires du service des eaux et forêts qui à la date d'ouverture du concours justifient de 5 années de services effectifs et remplissent les conditions d'âge fixées par l'article 16 du statut général des fonctionnaires.

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1^o) — Une composition française sur un sujet d'ordre général (coef. 1)

2^o) — Une épreuve de chimie agricole ou de sciences naturelles (coef. 4)

— Des épreuves écrites d'admission :

3^o) — Une épreuve sur un sujet portant au choix du candidat soit sur l'agriculture générale, soit sur l'agriculture tropicale, soit sur la zootechnique ou les forêts (coef. 4)

4^o) — Deux problèmes d'arithmétique (coef. 2)

5^o) — Une interrogation sur la géographie physique, économique et humaine du Togo (coef. 2).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des préposés s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures qui seront adressées par voie hiérarchique, au ministre de la fonction publique jusqu'au 9 septembre 1967, doivent comprendre les pièces ci-après :

— Un acte de naissance

— Un extrait du casier judiciaire

— Une attestation d'ancienneté signée par le chef de service

— Copies conformes des diplômes.

N^o 254-MFP du 2-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de cinq (5) adjoints techniques des eaux et forêts sera ouvert les 18 et 19 sept. 1967 à Lomé aux fonctionnaires du cadre des préposés qui à la date d'ouverture du concours justifient de 5 années de services effectifs.

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — Une composition française (coef. 3)

2) — Une épreuve de sciences naturelles ou de chimie agricole (coef. 4)

— Des épreuves écrites d'admission :

3) — Une épreuve sur un sujet portant au choix du candidat, sur l'agriculture générale, l'agriculture tropicale, la zootechnique ou les forêts (coef. 4)

4) — Une épreuve de législation forestière (coef. 2)

5) — Une interrogation sur la géographie physique, économique et humaine du Togo (coef. 2).

Les épreuves sont notées de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 avec coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des adjoints techniques s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique jusqu'au 9 septembre 1967, dernier délai.

N^o 256-MFP du 7-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de trois (3) agents d'exploitation sera ouvert le 13 nov. 1967 à Lomé aux préposés des postes et télécommunications justifiant de 5 années de services et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Il comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — une composition française (coef. 3)

2) — une épreuve d'arithmétique (coef. 2)

3) — une composition sur la géographie du Togo (coef. 4)

— Des épreuves orales d'admission :

4) — une épreuve pratique professionnelle (coef. 3)

5) — trois interrogations sur la réglementation de la poste, des services financiers et des services télégraphiques (coef. 4).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20 ; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne pourra accéder au cadre des agents d'exploitation s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points exigés pour l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique jusqu'au 16 septembre 1967, dernier délai.

N^o 257-MFP du 7-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de deux (2) inspecteurs des télécommunications sera ouvert le lundi 6 novembre 1967 à Lomé aux contrôleurs du service des postes et télécommunications justifiant de 5 années de services et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Ce concours comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — une composition sur un sujet d'ordre général (coef. 3)

2) — la rédaction d'un rapport ou d'une note administrative d'après les éléments d'un dossier fourni aux candidats (coef. 3)

3) — une interrogation écrite sur le service (coef. 4)

— Des épreuves orales d'admission :

4) — une conversation d'une durée de 15 minutes avec le jury après une préparation de même durée sur un sujet relatif aux institutions politiques ou aux problèmes économiques et sociaux contemporains (coef. 3)

5) — une interrogation sur le droit administratif et le droit financier (coef. 2)

6) — une interrogation facultative de langue étrangère (coef. 1); les notes obtenues n'entrent en compte dans le total des points pour le classement que si et dans la mesure où elles excèdent la note moyenne.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être admis dans le cadre des inspecteurs s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique jusqu'au 16 septembre 1967, dernier délai.

N° 258-MFP du 7-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de trois (3) contrôleurs (Services-Mixtes) sera ouvert le 13 nov. 1967 à Lomé aux agents d'exploitation du service des postes et télécommunications justifiant de 5 années de services et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Ce concours comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — la rédaction d'un rapport sur une question de service (coef. 4)

2) — une épreuve de mathématique (coef. 3)

3) — quatre questions sur la poste, les services financiers et les services télégraphiques et téléphoniques (coef. 4)

— Des épreuves orales d'admission ;

4) — une interrogation sur la géographie du Togo et la géographie économique des grands Etats du monde (coef. 3)

5) — une interrogation au choix du candidat sur la réglementation postale ou télégraphique (coef. 3)

6) — une épreuve pratique professionnelle (coef. 3).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être nommé dans le cadre des contrôleurs s'il n'a obtenu les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique jusqu'au 16 septembre 1967, dernier délai.

N° 259-MFP du 7-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de deux (2) contrôleurs des installations électro-magnétiques (I.E.M.) sera ouvert le 6 novembre 1967 à Lomé aux agents des I.E.M. justifiant de 5 années de services effectifs et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — la rédaction d'un rapport sur une question de service (coef. 4)

2) — une épreuve de mathématiques (coef. 3)

3) — une épreuve d'électricité (coef. 4)

4) — une épreuve de dessin industriel (coef. 2)

— Des épreuves pratiques et orales d'admission :

5) — une interrogation au choix du candidat sur la spécialité Téléphonie ou sur la spécialité Radioélectricité (coef. 4)

6) — une épreuve manuelle professionnelle (coef. 2).

Les épreuves sont notées de 0 à 20; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation de 0 à 20 affectée du coefficient 1 sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne pourra être admis dans le cadre des contrôleurs des I.E.M. s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du maximum des points que comporte l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique au ministre de la fonction publique jusqu'au 16 septembre 1967, dernier délai.

N° 260-MFP du 7-8-67 — Un concours professionnel pour le recrutement de deux (2) agents des installations électro-mécaniques (I.E.M.) sera ouvert le lundi 25 mars 1968 à Lomé aux fonctionnaires du cadre des agents spécialisés des services des postes et télécommunications qui satisfont aux conditions d'âge fixées par le statut général et justifiant de 5 années de services effectifs.

Ce concours comportera :

— Des épreuves écrites d'admissibilité :

1) — une composition française (coef. 2)

2) — une composition d'électricité (coef. 4)

3) — une épreuve de dessin (coef. 3)

— Des épreuves orales et pratiques d'admission :

4) — des questions professionnelles au choix du candidat sur la spécialité Téléphonie ou sur la spécialité Radioélectricité

5) — une épreuve pratique professionnelle (coef. 3).

Chaque épreuve est notée de 0 à 20; toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Une note unique d'écriture et de présentation (coef. 1) sera attribuée à l'ensemble des épreuves.

Nul ne peut être déclaré admis dans le cadre des agents des I.E.M. s'il n'a obtenu au moins les 3/5 du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des matières d'examen.

Les candidatures seront adressées, par voie hiérarchique, au ministre de la fonction publique jusqu'au 16 septembre 1967, dernier délai.

Intégration

N° 246-MFP du 28-7-67 — M. Sopoh Raphaël, admis au concours du 19 juin 1967, est intégré dans le corps du personnel de la police en qualité d'officier de police-adjoint 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C) indice 550, et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} août 1967.

Affectations

N° 845-D-MFP du 7-8-67 — M. Sambianj Konkadja, commis d'administration principal de C.E. mis provisoirement à la disposition du ministre de l'intérieur suivant décision n° 154-MFP du 9 avril 1966 est remis à la disposition du ministre des finances et de l'économie.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 876-D-MFP du 11-8-67 — M. Atouhun Célestin, secrétaire d'administration principal 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale est mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget de l'ASECNA).

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} septembre 1967.

N° 880-D-MFP du 11-8-67 — M. Ajavon Ayikoé Oswald, attaché d'administration 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale est remis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion.

Engagements

N° 519-D-MFP du 7-6-67 — M. Kotokou Télou Philippe est engagé en qualité de planton permanent 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (budget général, chapitre 16, article 2) en remplacement numérique de M. Agbemadon Pascal qui a changé d'emploi.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 521-D-MFP du 7-6-67 — MM. Atsu Koffi Moïse et Bataba Atcha Bruno sont engagés en qualité de topographes-dessinateurs permanents 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale — (Génie rural).

Les traitements des intéressés seront imputables au budget général — chapitre 20 — article 4.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} février 1967.

N° 547-D-MFP du 13-6-67 — Mlle Abbey Paula-Georgette, titulaire du C.E.P.E. est engagée en qualité de dactylographe permanente 2^e catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (budget général — chapitre 8 — article 5).

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juin 1967.

N° 548-D-MFP du 13-6-67 — M. Agbeko Kokou Daniel, est engagé en qualité d'agent permanent 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général — chapitre 26, article 8, paragraphe 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 549-D-MFP du 13-6-67 — Mme Aheto Hélène Ayaovi est engagée en qualité d'agent permanent 1^{re} catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général — chapitre 26, article 8, paragraphe 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 550-D-MFP du 13-6-67 — M. Benthô Yaovi Léonard, titulaire du C.E.P.E. est engagé en qualité de moniteur permanent 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 7).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 551-D-MFP du 13-6-67 — M. Katatchekama Koffi Alphonse est engagé en qualité d'agent permanent 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 9).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 596-D-MFP du 21-6-67 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mlle Soarès, la décision n° 40-D-MSP du 25 avril 1960 portant engagement.

Mlle Soarès Amélie est engagée en qualité d'infirmière permanente 3^e catégorie échelle A et est mise à la disposition du ministre de la santé publique — (budget C.N.H.).

La présente décision aura effet au point de vue de l'ancienneté à compter du 1^{er} avril 1960 et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 598-D-MFP du 21-6-67 — M. Nubukpor Henri Egides est engagé en qualité d'employé de bureau permanent 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du Président de la République togolaise (budget général — chapitre 6 — article 2 — paragraphe 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 599-D-MFP du 21-6-67 — M. Kponton Venance, titulaire du B.E. et BEPC, est engagé en qualité de laborantin permanent 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (scc. hydro-pédologique) en remplacement numérique de M. Atchou Louis, démissionnaire.

Le traitement de M. Kponton Venance sera imputé au chapitre 20 — article 10 du budget général.

La présente décision aura effet à compter de la date de signature.

N° 600-D-MFP du 21-6-67 — M. Djondo Akouété Pierre est engagé en qualité d'agent permanent 1^{re} catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget général — chapitre 18, article 4).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 601-D-MFP du 21-6-67 — M. Morou Maman Awalou est engagé en qualité de chauffeur permanent 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (budget général — chapitre 20, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 602-D-MFP du 21-6-67 — M. Atsou Emmanuel, titulaire du C.E.P.E. et ancien stagiaire du service de l'élevage, est engagé en qualité de vaccinateur permanent de 2^e catégorie échelle A — et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (service de l'élevage).

Le traitement de l'intéressé est imputable sur le chapitre 20 — article 5 du budget général.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de signature.

N° 603-D-MFP du 22-6-67 — Mlle Hiamabe Charité, titulaire du C.A.P. est engagée en qualité d'aide-comptable permanente 5^e catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (budget général — chapitre 8, article 6).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 635-D-MFP du 1-7-67 — Mlle Batoura Bassimanora M. Bernadette, titulaire du C.E.P.E. est engagée en qualité d'employée de bureau permanente 2^e cat. éch. A et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 8, paragraphe 1).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 636-D-MFP du 3-7-67 — Mme Badjassem Amélie (née Barandao), titulaire du C.E.P.E. est engagée en qualité de dactylographe permanente 2^e catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre de la santé publique (clinique de traumatologie).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 637-D-MFP du 3-7-67. — M. Logou B. Raoul est engagé en qualité de mécanicien permanent 3^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la défense nationale (chapitre 10, article 5 du budget général).

La présente décision a effet à compter du 1^{er} mai 1967.

N° 638-D-MFP du 3-7-67. — M. Johnson Marc André est engagé en qualité de dactylographe permanent 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 8, paragraphe 1^{er}).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 639-D-MFP du 3-7-67. — Est et demeure rapportée la décision n° 109-MFP du 3 février 1964 portant engagement.

Mlle Ahadji Stella est engagée en qualité de dactylographe permanente 2^e catégorie échelle A et est mise à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (chapitre 24, article 9 du budget général).

La présente décision aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 1^{er} novembre 1963 et au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

N° 650-D-MFP du 3-7-67. — Est et demeure rapportée la décision n° 267-MFP du 10 avril 1967 portant engagement de Mlle Malou Halo Amélie en qualité de garde-malades permanente 1^{re} catégorie échelle A.

N° 660-D-MFP du 3-7-67. — M. Abdou Salami Saffianou, titulaire du C.A.P. est engagé en qualité d'employé de bureau 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 659-D-MFP du 3-7-67. — M. Kérim Abdou-Rahmann, titulaire du C.E.P.E et qui a suivi un stage pratique dans l'atelier de fabrication de moteurs « DIESEL » est engagé en qualité d'agent permanent 5^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 8, paragraphe 3).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Rappel à l'activité

N° 236-MFP du 14-7-67 — M. Aladji Cléophas, adj. technique 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'agriculture, est rappelé à l'activité et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

Son traitement sera imputé sur le chapitre 20 — article 4 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 245-MFP du 27-7-67 — M. Koua Emmanuel, officier de police-adjoint 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel de la police, suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 313-MFP du 24 octobre 1966, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'intérieur.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 7 juillet 1967.

Admissions

N° 691-D-MFP du 11-7-67 — M. Sopoñ Raphaël est déclaré admis au concours direct pour le recrutement d'un (1) officier de police-adjoint.

N° 813-D-MFP du 31-7-67 — Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours direct d'accès au cadre des gardiens de la paix stagiaires, les candidats dont les noms suivent :

Kogbe Seth	Nouwozan Patrice
Daketse Timothée	Kombaté T. Clément
Akakpo Roger	Afandalo Théophile
Badagbor Simon	Agodé Kodjo Louis.

Examen de sortie

N° 875-D-MTAS du 11-8-67 — L'examen de sortie au centre national de formation sociale est fixé au 21 août 1967.

Incarcérations

N° 237-MFP du 14-7-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 209-MFP du 21 juin 1967 portant suspension de fonctions de M. Amela Nicolas, instituteur 2^e classe 4^e échelon.

Est constatée, pour compter du 30 juin 1967, l'incarcération de M. Amela Nicolas, instituteur 2^e classe 4^e échelon.

Pendant la période de l'incarcération, M. Amela n'aura droit à aucun traitement.

N° 266-MFP du 9-8-67 — Est constatée pour compter du 13 juillet 1967, l'incarcération de M. Comlan Kaba, gardien de la paix 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la police.

M. Comlan n'aura droit à aucun traitement.

Détachements

N° 233-MFP du 11-7-67 — M. Byll Ahlin Benjamin, agent d'exploitation 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, est placé dans la position de service détaché auprès de la compagnie énergie électrique du Togo.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Byll sont à la charge du budget de la compagnie énergie électrique du Togo.

M. Byll subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue de pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 16 juin 1967.

N° 267-MFP du 9-8-67 — Il est mis fin au détachement de M. Brenner Jacques, administrateur civil 2^e classe 2^e échelon auprès de la SOTEXIM.

M. Brenner Jacques, administrateur civil 2^e classe 2^e échelon est mis à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan (chapitre 30, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} août 1967.

Suspension de fonctions

N° 234-MFP du 12-7-67 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 104-MFP du 14 mars 1967 portant suspension de fonctions de M. Djona Adolphe, gardien de la paix 1^{er} échelon du corps du personnel de la police.

M. Djona Adolphe est remis à la disposition du ministre de l'intérieur.

N° 265-MFP du 9-8-67 — M. Daté Denis, préposé principal 1^{er} échelon du corps du personnel des postes et télécommunications en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

M. Daté percevra durant la suspension la moitié de son traitement majoré des allocations familiales.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Cessation provisoire de fonctions

N° 847-D-MFP du 7-8-67 — Est constatée pour une période maximum de six mois la cessation provisoire de fonctions de Mme Amaizo Virginie, institutrice auxiliaire.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1967.

Absences irrégulières

N° 848-D-MFP du 7-8-67 — Est constatée, pour compter du 28 juin 1967, l'absence irrégulière de son poste de M. Agbonson John, pointeur permanent n° mle 11.489 échelle D échelon 4 en service au réseau des chemins de fer et wharf du Togo (wharf) date à laquelle il devait reprendre son service après un repos médical de 10 jours.

Pendant toute la durée de son absence, M. Agbonson John n'aura droit à aucune rémunération.

N° 867-D-MFP du 9-8-67 — Est constatée, pour compter du 1^{er} juin 1967, l'absence irrégulière de son poste de M. Sambou Honoré, agent permanent 3^e catégorie échelle D en service à la circonscription administrative de Niamtougou.

Pendant l'absence, l'intéressé ne percevra aucune rémunération.

Licenciements

N° 235-MFP du 13-7-67 — M. Afanou François, instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, est licencié de son emploi pour abandon de fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} juin 1967.

N° 857-D-MFP du 9-8-67 — M. Ayivi Victor, agent permanent 4^e catégorie échelle D en service au ministère de l'intérieur est licencié de son emploi pour absences répétées non justifiées.

M. Ayivi pourra prétendre :

- à un mois de salaire représentant le préavis
- à l'indemnité de licenciement prévue à l'article 11 de l'arrêté n° 703-55-ITLS du 12 août 1955
- à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Admission à la retraite

N° 243-MFP du 21-7-67 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1967 :

Enseignement

M. Ayi Frédéric, instituteur ppal C.E.

Chemins de fer et wharf

M. Agossavi Thomas, adjoint administratif 1^{re} classe 2^e échelon.

Postes et télécommunications

M. Sekou Alphonse, préposé 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 9-8-67 à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 33-MFP du 31 janvier 1967 portant intégration.

.....
 Au lieu de :

Lire :

M. Laclé Théodore, agent d'exploitation 2^e classe 4^e échelon, qui a suivi avec succès les cycles d'enseignement du centre de formation des journalistes de Paris et de l'OCORA où il a obtenu la double qualification de journaliste (presse écrite) et d'animateur de programme (radiodiffusion AP 2), est rayé du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications et intégré dans celui de la radiodiffusion de la façon suivante :

— journaliste 2^e classe 2^e échelon † ancienneté conservée 2a et bonification 2a — (cat. B, indice 850).

M. Laclé, qui bénéficie d'une bonification de 2 ans d'ancienneté, est élevé au 3^e échelon de son grade et conserve une ancienneté civile de 2 ans.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 8-8-67 à la décision n° 357-MFP du 5 mai 1967 portant passage automatique d'échelon du personnel de la radiodiffusion.

CADRE DES ANIMATEURS DE PROGRAMME ET DES JOURNALISTES

Au 4^e échelon du grade de journaliste de 2^e classe

Après :

1-1-67 — Mensah Eden, journaliste — A.C. 8 mois

Ajouter :

1-1-67 — Laclé Théodore, journaliste — A.C. néant.

Au 3^e échelon du grade de journaliste de 2^e classe

Supprimer :

1-1-67 — Laclé Théodore, journaliste 2^e classe 2^e échelon — A.C. néant.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 9-8-67 à l'arrêté n° 214-MFP du 27 juin 1967 portant ouverture de concours.

Au lieu de :

Un concours professionnel pour le recrutement de quatre (4) préposés des postes et télécommunications sera ouvert le lundi 11 septembre 1967 à Lomé et à Sokodé aux agents non fonctionnaires du service des postes et télécommunications justifiant de 5 années de services et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Lire :

Un concours professionnel pour le recrutement de sept (7) préposés des postes et télécommunications sera ouvert le lundi 11 septembre 1967 à Lomé et à Sokodé aux agents non fonctionnaires du service des postes et télécommunications justifiant de 5 années de services et remplissant les conditions d'âge fixées par le statut général des fonctionnaires.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 21-7-67 à l'arrêté n° 220-MFP du 6 juillet 1967 portant détachement de Mme Lawson Clémence, née Gnaboui.

Au lieu de :

Le présent arrêté a effet pour compter du 16 juin 1967.

Lire :

Le présent arrêté a effet pour compter du 6 juillet 1967.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Nomination

N° 87-D-MEN du 9-8-67 — M. Otto Augustin Gartner, ingénieur de 3^e classe 4^e échelon du corps du personnel des mines et de la géologie, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale suivant décision n° 766-MFP est nommé directeur de l'enseignement technique, avec résidence à Lomé.

Le traitement de M. Gartner continuera à être imputé sur le budget général, chapitre 8, article 4 jusqu'au 31 décembre 1967.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service

Additif

ADDITIF du 13-7-67 à la décision n° 76-MEN du 10 juillet 1967 portant ouverture d'internats des Cours Complémentaires.

Après Tsévié

Ajouter Dapango.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Nomination

N° 12-MSP du 2-8-67 — Le docteur Quadjovie Christophe, médecin en chef de 2^e échelon, est nommé directeur de cabinet du ministre de la santé publique, en remplacement de M. Kossi Simon, appelé à d'autres fonctions.

Le docteur Quadjovie aura droit, à ce titre, aux indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté aura effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

Affectation

N° 13-D-Minfo-Info du 10-8-67 — M. Abassah Benjamin, agent permanent en service à Lomé, est affecté à Pagouda en qualité de chef du centre d'information en remplacement numérique de M. Dotsé Théophile.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

IMPRIMERIE EDITOGO — LOME

Dépôt légal n° 363